

# Étude des crédits 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 3<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

### Volet Travail

Ministère du Travail, de l'Emploi  
et de la Solidarité sociale





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## Volet Travail

### Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition

Numéro	Renseignements particuliers 2021-2022– 3 <sup>e</sup> groupe d'opposition
1	Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2021-2022.
2	Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2021-2022.
3	Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.
8	Liste détaillée des critères exigés pour l'octroi de permis pour la référence de main-d'œuvre.
10	Effectif du ministère du Travail rattaché au Bureau des permis.
11	Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si celui-ci a été délivré ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.
12	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2017-2018 qui n'ont pas été reconduits en 2018-2019, en 2019-2020, en 2020-2021 et en 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis.
13	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour les années 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022.
14	Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2017-2018, en 2018-2019, en 2019-2020 et en 2020-2021. Prévisions pour 2021-2022.
15	Liste de tous les conflits de travail en 2017-2018, en 2018-2019, en 2019-2020 et en 2020-2021; identifier la chronologie des actions prises dans les différents dossiers.
16	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant un projet de fusion d'organismes relevant du ministre du Travail.
17	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte du Code du travail.
18	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte de la loi sur les normes du travail. Liste des rencontres et des consultations.
19	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse de congés payés. Liste des rencontres et des consultations.
20	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le harcèlement psychologique et sexuel au travail. Liste des rencontres et des consultations.
21	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les agences de placement.
22	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse du salaire minimum.
23	Copie des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant l'implantation d'un système permettant de prendre en compte différents paramètres sociaux et économiques dans l'augmentation du salaire minimum.
24	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le salaire des cueilleurs de petits fruits.
26	Évolution du nombre de conciliateurs/médiateurs depuis cinq ans, par année financière.
27	Évolution du nombre de dossiers traités par un médiateur/conciliateur, depuis cinq ans, par année financière.
28	Depuis décembre 2015, nombre de dossiers liés à la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> .

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

### Volet Travail

#### Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition

Numéro	Renseignements particuliers 2021-2022– 3 <sup>e</sup> groupe d'opposition
29	Depuis 10 ans, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer : a. la nature ou l'objet du contrat; b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre); c. une copie du contrat; d. une copie du résultat; e. le coût du contrat.
30	Liste des projets informatiques depuis 10 ans : a. évolution des coûts pour chacun des dossiers; b. nombre de consultants externes et coûts associés; c. indiquer la somme dépensée depuis 10 ans, par année financière (et prévisions pour 2021-2022), pour l'informatique et les technologies de l'information; d. préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
31	Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.
32	État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.
33	Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.
34	Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.
35	État de situation du suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.
36	Sommes dévolues au suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, et à la mise en place des recommandations.
38	Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.
39	Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans l'ensemble des milieux de travail.
40	Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes (ADS) pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si votre ministère a produit une ADS. Indiquer également, le cas échéant, les sommes et les ETC dédiés pour la production de cette ADS.
41	État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.
42	Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si le SCF a suggéré aux autres ministères et organismes impliqués dans le comité de produire une ADS. Indiquer également, le cas échéant, les sommes et les ETC dédiés pour la production de cette ADS.
43	Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations
44	Sommes dévolues au suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations.
45	État d'avancement concernant des modifications législatives pour encadrer le travail bénévole dans le secteur de la construction.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## Volet Travail

### Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition

Numéro	Renseignements particuliers 2021-2022– 3 <sup>e</sup> groupe d'opposition
<b>Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)</b>	
46	Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre depuis cinq ans, par année financière, en indiquant l'état des travaux en cours.
47	Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM au cours des cinq dernières années et de celle en cours.
48	Liste et copie des avis réalisés par le CCTM au cours des cinq dernières années en lien avec la modernisation du régime de santé et de sécurité du travail.
49	Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de grief, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des cinq dernières années. Fournir l'objet de la plainte.
<b>Licenciement collectif</b>	
50	Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis cinq ans. Fournir une ventilation par région et les renseignements suivants : a. nom et adresse de l'entreprise; b. date de l'avis ou de la fermeture; c. type ou secteur d'activité de l'entreprise; d. nombre total d'employés de l'entreprise; e. nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement; f. motifs du licenciement.
<b>Bureau d'évaluation médicale (BEM)</b>	
51	Liste des dépenses de fonctionnement par année depuis 10 ans.
52	Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Évolution depuis cinq ans et prévisions pour 2021-2022.
53	Nombre de dossiers au BEM et évolution des délais d'attente au cours des cinq dernières années.
54	Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant depuis cinq ans, par année financière.
55	Nombre d'avis demandés par la CNESST et nombre d'avis demandés par les employeurs depuis cinq ans, par année financière.
56	Liste des médecins du BEM approuvée selon l'article 216 de la <i>Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles</i> depuis cinq ans, par année financière. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité.
57	Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM depuis cinq ans, par année financière.
58	Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM depuis cinq ans, par année financière, et les prévisions pour 2021-2022.
59	Répartition de l'effectif selon la spécialité et heures travaillées depuis cinq ans, par année financière; fournir les prévisions pour 2021-2022.
60	Nombre d'avis demandés par la CNESST, même s'il n'y a pas de contestation, depuis cinq ans, par année financière.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## Volet Travail

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

---

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2020 figurent sur le site internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels <https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp>

5. Depuis cinq ans, fournir la liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
- 

#### Questions dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme

6. Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis cinq ans, par année financière. Fournir :
    - a. la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
    - b. la liste des membres du conseil d'administration;
    - c. la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv;
    - d. leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation. (CCQ, CNESST, TAT)
  7. Fournir, pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants, ventilés depuis cinq ans, par année financière :
    - a. des frais de déplacement;
    - b. des frais de représentation;
    - c. des frais de repas;
    - d. des frais de voyage;
    - e. des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc. (CCQ, CNESST, TAT)
  9. Depuis cinq ans, par année financière, pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région. (CCQ, CNESST, TAT)
  25. Liste des projets ou des activités liés au Plan Nord et à la stratégie maritime, financés à même le budget du ministère du Travail. (Société du Plan Nord)
  37. État de situation concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976. (Ministère des Affaires municipale et de l'Habitation)
- 

#### Questions non pertinentes à l'Étude des crédits

4. Copie de toute l'information fournie au ministre en vertu de l'article 428 de la *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles*, et ce, depuis cinq ans.
61. État de situation en date du 31 mars 2021 de la mise en œuvre des recommandations de la Commission de l'économie et du travail, publiées en décembre 2006, dans son rapport portant sur l'examen du rapport d'évaluation du Bureau d'évaluation médicale et du document d'actualisation de ce rapport.





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-01

**Titre :**

Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou de l'ITQ<sup>1</sup>). Fournir également les prévisions pour 2021-2022.

**Exposé et statistiques :**

Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l'information (TI)), pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 28 février 2021, s'élèvent à 79 833,9 k\$ et se répartissent ainsi :

Dépenses en exploitation (k\$)	Interne	Externe	ITQ <sup>1</sup>	Total
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	27 417,0	11 547,7	39 524,4	78 489,1
Fonds des technologies de l'information	987,9	335,0	11,2	1 334,1
Fonds des biens et des services	-	2,0	0,1	2,1
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	-	8,6	-	8,6
<b>Total</b>	<b>28 404,9</b>	<b>11 893,3</b>	<b>39 535,7</b>	<b>79 833,9</b>

Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 28 février 2021, les dépenses en investissement pour le portefeuille du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale se détaillent comme suit.

Dépenses en investissement (k\$)	Interne	Externe	ITQ <sup>1</sup>	Total
Fonds des technologies de l'information	5 262,1	6 565,5	74,8	11 902,4

<sup>1</sup> Comprend les dépenses du Centre de services partagés du Québec (CSPQ) du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 31 août 2020, et d'Infrastructures technologiques Québec (ITQ), du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) et du Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux (FISNG) à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2020.

**SOURCE :** DGRFC-DFI  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DGRI  
**DATE :** 2021-03-11



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-02**

**Titre :**

Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2021-2022.

**Exposé et statistiques :**

Compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

	Mesures récurrentes demandées pour 2020-2021
Mesure d'optimisation - Révision de programmes	12 814,0
Mesure d'optimisation - Réduction des effectifs	3 351,1
Mesure d'optimisation - Approvisionnement	6 205,9
	<b>22 371,0</b>

**SOURCE :** DGRFC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 2021-04-08



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-03**

**Titre :**

Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

**Exposé et statistiques :**

Vous référer à l'annexe ci-jointe.

**SOURCE :** Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance

**COLLABORATION :** BSM / SGPO / EMPLOI-QUÉBEC / SSGRI / Secteur du Secrétariat du travail / Secteur des relations du travail / CGAP/ SPSQ / SRE / SSC/ SSAP

**VALIDATION :**

**DATE :** 2021-03-17



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

### RP-03 – Annexe 01

#### Titre :

Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

#### Exposé et statistiques :

Les coûts liés à la participation à ces comités englobent les frais annuels de transport, d'hébergement, de repas ou de visioconférence, s'il y a lieu, pour l'ensemble des participants du Ministère. Ils sont prévus à l'intérieur des activités régulières du Ministère.

Cette liste n'inclut pas :

- les comités formés du Ministère et d'un seul autre ministère ou organisme visant la mise en œuvre d'une entente administrative;
- les comités opérationnels émanant de comités plus stratégiques;
- les conseils d'administration;
- le Conseil de gestion de l'assurance parentale, le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion, le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le Comité Entraide.

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité de pilotage - ClicSÉQUR volet Entreprises	<b>Mandat :</b> Soutenir les MO utilisateurs du service afin d’assurer le fonctionnement efficace et harmonieux de l’utilisation du service ClicSÉQUR - Entreprises. <b>Principaux biens livrables :</b> Recueillir les besoins, déterminer les priorités des travaux d'entretien, échanger sur la disponibilité du service et présenter les travaux d'évolution.	MTESS (SDPSQ-DPDOS)	15	Revenu Québec, MTESS, REQ, RBQ, MFA, MDELCC, SAAQ, MAMH, AMF, SCT, OPC, CNESST, MEI, CALQ, AMP	0 \$
Comité de pilotage clicSÉQUR volet citoyens	<b>Mandat :</b> Soutenir les MO utilisateurs du service afin d’assurer le fonctionnement efficace et harmonieux de l’utilisation du service ClicSÉQUR - Citoyens. <b>Principaux biens livrables :</b> Recueillir les besoins, déterminer les priorités des travaux d'entretien, échanger sur la disponibilité du service et présenter les travaux d'évolution.	MTESS (SDPSQ_DPDOS)	9	Revenu Québec, Retraite Québec, MDELCC, MTESS, OPC, RAMQ, AMF, CALQ, Groupement des assureurs automobiles	0 \$
Comité stratégique sur la simplification des démarches administratives à la suite d’un décès	<b>Mandat :</b> Approuver les orientations et les livrables du Plan d’action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d’un décès <b>Principaux livrables :</b> Mesures du plan d’action, projet de plan d’action, cadre de suivi et d’évaluation préliminaire, plan de communication	MTESS (SPSQ)	12	Bureau du coroner, Curateur public, CNESST, MJQ, MTESS (SPSQ,SRE,MSSS,M FQ), Protecteur du citoyen, Retraite Québec, Revenu Québec, SAAQ.	0 \$
Table interministérielle en amélioration continue	<b>Mandat :</b> Créer un espace de partage des pratiques en amélioration continue entre les divers MO. <b>Principaux biens livrables :</b> Partage des connaissances et d’outils, échange sur les meilleures pratiques en matière d’amélioration continue dans les ministères et organismes gouvernementaux.	MTESS (DAC) (La responsabilité est variable entre les organisations membres)	Environ 50	FADQ; MTESS; RAMQ; SAAQ; CSPQ; CNESST, MELCC; MFQ, Retraite Québec; MSP; MT; MERN; MCE; Ville de Québec	0 \$



Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité stratégique du programme « Service québécois d'identité numérique »	<b>Mandat :</b> Déterminer les orientations stratégiques du projet. Veiller au bon déroulement des travaux et au respect des orientations gouvernementales, de la portée, des coûts et de l'échéancier. Prendre acte des états de situation qui lui sont soumis afin d'en approuver les recommandations. <b>Principaux biens livrables :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Validation du dossier d'affaires du projet « Identité numérique citoyenne »</li></ul> Suivre la réalisation du projet « Accès bonifié aux prestations électroniques Entreprises et Citoyens »	SCT (SPSQ-SSDPITN)	Environ 20	MTESS (SRE et SPSQ), SCT, RAMQ, SAAQ, ITQ, MSSS, Revenu Québec, MJQ	0\$
Comité directeur du projet « Accès bonifié aux prestations électroniques Entreprises et Citoyens » du programme « Service québécois d'identité numérique »	<b>Mandat :</b> Veiller au bon déroulement des activités et des travaux de l'équipe noyau et des contributeurs selon la planification établie, dans le respect du carnet de produit. <b>Principaux biens livrables :</b> Assurer la réalisation du projet « Accès bonifié aux prestations électroniques Entreprises et Citoyens »	ITQ (SPSQ- DPSQIN)	Environ 20	MTESS (DPDOS), ITQ, Revenu Québec, RAMQ, SAAQ	0\$
Comité interministériel sur la Stratégie gouvernementale de simplification des services aux citoyens et aux entreprises	Proposer au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale un projet de Stratégie gouvernementale de simplification des services aux citoyens et aux entreprises	MTESS (SPSQ)	13	CNESST, RAMQ, SAAQ, MES, Retraite Québec, MSSS Revenu Québec, MEI, IQ, MJQ, MTESS	0\$
Comité directeur interministériel de la Stratégie gouvernementale de simplification des services aux citoyens et aux entreprises	Proposer au Comité interministériel un projet de Stratégie gouvernementale de simplification des services aux citoyens et aux entreprises et son plan de mise en œuvre	MTESS (DGDSQ)	21	CNESST, RAMQ, SAAQ, MES, Retraite Québec, MSSS Revenu Québec, MEI, IQ, MJQ, MTESS	0\$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Association canadienne des administrateurs de lois sur les corporations (CACLA)	<b>Mandat :</b> Échange avec les partenaires qui ont le mandat législatif pour constituer des sociétés, des organismes sans but lucratif. <b>Principaux biens livrables :</b> Échanger sur les nouveautés qui ont lieu au cours de l'année (systèmes d'enregistrement et nouveautés technologiques) et échange de meilleures pratiques en matière de gestion de registre des entreprises.	MTESS (RE-SRE) (La responsabilité est variable entre les organisations membres)	15	Ministère de l'Innovation, Sciences et Développement économique Canada; Représentants des registres des différentes provinces et des territoires	\$0
Groupe de travail sur l'harmonisation de l'enregistrement extra- provincial des entreprises	<b>Mandat :</b> Mettre en œuvre le plan visant l'harmonisation de l'immatriculation des entreprises opérant dans plus d'une province ou territoires. <b>Principaux biens livrables :</b> Travaux découlant du rapport "Projet d'harmonisation de l'immatriculation des entreprises extraprovinciales/extraterritoriales – Rapport sur le plan d'action".	MTESS (RE-SRE) (La responsabilité est variable entre les organisations membres)	50	30 états américains; 5 provinces canadiennes; le gouvernement fédéral; représentants de 17 autres pays	\$0
Comité des affaires du Registraire	<b>Mandat :</b> Assurer le suivi et la réalisation des projets découlant de l'entente d'impartition. <b>Principaux biens livrables :</b> Partager l'information sur le suivi et la réalisation des projets afin d'assurer la mise en œuvre de l'entente, de convenir des correctifs à apporter, le cas échéant, et communiquer l'information concernant les divers suivis requis.	MTESS (SRE)	12	MTESS; RQ	0 \$
Carrefour de l'emploi et de la formation	<b>Mandat :</b> Faire converger, par le biais des portails Citoyens et Entreprises, l'ensemble de l'information sur les professions, les programmes de formations, les mesures et services relatifs à l'emploi. <b>Principaux biens livrables :</b> Le Site Web « Carrefour de l'emploi et de la formation ». sur Québec.ca	MTESS (DGPEPMT)	15	MTESS; MEES; MELCC; SCG	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité interministériel de l'action communautaire (CIAC)	<p><b>Mandat :</b> Favoriser la concertation interministérielle et conseiller le ministre sur des orientations gouvernementales reliées à l'action communautaire et l'action bénévole.</p> <p><b>Principaux biens livrables :</b> Participation aux travaux d'élaboration du Plan d'action gouvernemental en action communautaire; échange d'information concernant les pratiques des différents MO, soutien à la production de l'État de situation annuel, soutien à la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale en action bénévole.</p>	MTESS (DPLPAC)	28	MTESS; MFA; SAAQ; MEQ (secteur éducation et secteur loisir et sport); MES; MEI (secteur innovation et secteur économie); SCF; MJQ; MAMH; Secrétariat à la région métropolitaine (MAMH); SCT; SAJ (MCE); MELCC; MSP; MSSS; SA (MSSS); SAA (MCE); MRIF; OPHQ; SRQEA (MCE); SHQ; MIFI; MFQ, MFFP, OPC; MCC	0 \$
Comité interministériel des gestionnaires en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	<p><b>Mandat :</b> Assurer la gouvernance intersectorielle, la réalisation des travaux et soutenir le comité des sous-ministres adjoints.</p> <p><b>Principaux biens livrables :</b> Contribuer à assurer la réalisation et la collaboration pour la mise en œuvre des mesures du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et l'inclusion sociale (PAGIEPS).</p>	MTESS (DPLPAC)	28	MTESS; MEQ; MIFI; MFA; MAMH; MSSS; MFQ; MERN; MTQ; MEI; MAPAQ; MCC; OPHQ; SCF; MJQ; SAJ (MCE); SAA (MCE); SA (MSSS); SHQ ; MTO; RQ; MSP; MELCC	0 \$
Réseau des répondants interministériels en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	<p><b>Mandat :</b> Maintenir active la mission gouvernementale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, collaborer à la mise en œuvre du PAGIEPS et participer au rapport d'activités annuel.</p> <p><b>Principaux biens livrables :</b> Concertation des actions et partage d'information pour assurer la mise en œuvre du PAGIEPS.</p>	MTESS (DPLPAC)	28	MTESS; MEQ; MIFI; MFA; MAMH; MSSS; MFQ; MERN; MTQ; MEI; MAPAQ; MCC; OPHQ; SCF; MJQ; SAJ (MCE); SAA (MCE); SA (MSSS); SHQ ; MTO; RQ, MSP; MELCC.	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité conjoint sur la mobilité de la main-d'œuvre de l'Accord de commerce et de coopération Québec-Ontario	<b>Mandat :</b> Application du chapitre 6 de l'Accord. <b>Principaux biens livrables :</b> Travaux d'appariement par métier et production de rapports.	MTESS (DRI)	10	MTESS; OPQ; Gouvernement de l'Ontario	0 \$
Comité CPQ-MTESS	<b>Mandat :</b> Rencontre avec les représentants du Curateur public du Québec et le MTESS. <b>Principaux biens livrables :</b> Discussions permettant la mise en place de façons de faire efficaces pour les deux organisations.	MTESS CPQ	N/D	MTESS; CPQ	0 \$
Groupe de travail sur la révision du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs Cris	<b>Mandat :</b> Révision du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs Cris. <b>Principaux biens livrables :</b> Vise à corriger certains enjeux dans la gestion du Programme, et ce, tout en facilitant et améliorant la participation à celui-ci.	MTESS (DPAS)	5	MTESS, SAA	945 \$
Comité de suivi mise en œuvre et évaluation de la politique À part entière	<b>Mandat :</b> Effectuer le suivi de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique À part entière. <b>Principaux biens livrables :</b> Rédaction du bilan annuel des actions.	MTESS (DGAS) et OPHQ	3	MTESS; MCC; SCT; MFA; MT; MAMH; MSSS; MEES	130 \$
Comité tripartite de l'amélioration de l'administration et de l'offre de l'aide au revenu des premières nations	<b>Mandat :</b> Informer Affaires autochtones et du Nord du Canada (AANC) et la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL) des différents changements à la loi et au règlement sur l'aide aux personnes et aux familles. <b>Principaux biens livrables :</b> S.O.	MTESS (DPAS)	5	AADNC; MTESS; APNQL	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Forum Justice et santé mentale	<b>Mandat :</b> Pour la clientèle de l'AFDR présentant un profil troubles de santé mentale/judiciarisation, effectuer les arrimages avec le MJQ et le MTESS. <b>Principaux biens livrables :</b> S.O.	MTESS (DGAS)	2	MSSS; MJQ	80 \$
Comité d'évaluation interministériel du PAGIEPS	<b>Mandat :</b> Le mandat est d'assurer la participation des différents MO engagés dans le PAGIEPS à son évaluation et de recenser et partager les évaluations des mesures du plan d'action. <b>Principaux biens livrables :</b> Production d'un cadre de suivi et d'évaluation préliminaire, de cadres d'évaluation ou méthodologiques spécifiques à certaines mesures et réalisation de l'évaluation.	MTESS (DE)	13	MTESS; MAPAQ; MFA; MCC; MEES; MFQ; MJQ; MSSS; Revenu Québec; OPHQ; SCF; MCE; SHQ	0\$
Comité fédéral - provincial - territorial des directeurs du soutien au revenu	<b>Mandat :</b> Le comité des directeurs FPT du soutien du revenu a pour objectif d'appuyer l'amélioration des politiques et des pratiques relatives aux différents programmes de soutien du revenu existants au Canada. <b>Principaux biens livrables :</b> En plus de permettre à la Direction générale de l'assistance sociale (DGAS) d'obtenir des informations à jour sur les programmes et les clientèles de la sécurité du revenu de l'ensemble des provinces et des territoires du Canada (comparaison des barèmes, des clientèles, des lois et des règlements, biens et avoirs liquides, revenus de travail permis), la participation au comité des directeurs FPT de la sécurité du revenu permet au Ministère de respecter ses obligations, prévues lors de la rédaction de mémoires au Conseil des ministres en matière de comparaisons interprovinciales.	Manitoba et gouvernement fédéral  Direction responsable – MTESS (DPAS)	2	MTESS; représentants des autres provinces et territoires au Canada	587,29 \$



Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité de mise en œuvre - L'accès aux documents et aux services offerts au public pour les personnes handicapées	<b>Mandat :</b> Favoriser la mobilisation des MO autour de la Politique et proposer des pistes de solution pour soutenir la mise en œuvre de la Politique par les MO. <b>Principaux biens livrables :</b> S.O.	MTESS (DPAS) et OPHQ	10	MTESS ; MCC; SCT; MFA; MT; MAMH; MSSS; MEES	400 \$
Comité directeur sur les activités socioprofessionnelles et communautaires	<b>Mandat :</b> Soutenir et encadrer les travaux portant sur le développement d'une vision commune entre les ministères sur les besoins des personnes ayant une déficience et leur famille, sur les trajectoires de services ainsi que sur le partage des rôles et responsabilités, notamment par l'adoption d'un cadre de référence national MTESS-MSSS dans une perspective de complémentarité. <b>Principaux biens livrables :</b> Produire un document sur une vision commune.	MTESS	7 (2 du MTESS et 5 des autres ministères)	MTESS; MSSS; MEES (DAS et DEAF); MFA; MT	150 \$
Comité interministériel Transition de l'école vers la vie active (TEVA)	<b>Mandat :</b> Élaborer un guide de soutien destiné à l'ensemble des intervenants des réseaux pour favoriser une démarche de transition de l'école vers la vie active. <b>Principaux biens livrables :</b> Guide de soutien sur la TEVA.	MTESS (DPES)	12	MTESS; MEES; MSSS; MFA; MT; OPHQ	0 \$
Comité conjoint Canada - Québec Entente de mise en œuvre relative au marché du travail (CCC-Q)	<b>Mandat :</b> Faciliter la mise en œuvre et le suivi des dispositions de nature permanente de l'entente de mise en œuvre et de l'entente de principe. <b>Principaux biens livrables :</b> Tous travaux nécessaires pour la bonne marche du suivi et de la mise en œuvre de l'entente.	MTESS (DGPEPMT) coprésidence au CCC-Q pour le Québec	10	MTESS; SC; EDSC	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité de pilotage et de suivi du Rendez-vous national sur la main-d’œuvre	<b>Mandat :</b> Donner son avis au ministre sur l'identification des enjeux, des orientations, des thématiques et des actions à privilégier dans la Stratégie. <b>Principaux biens livrables :</b> Déterminer les propositions et les enjeux qui feront partie de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre.	MTESS MEES	16	CPQ; FCEI; FCCQ; MEQ; RJCCQ; CSD; CSQ; CSN; FTQ; MTESS; MEES; CPMT	0 \$
Comité de suivi - Étude du Plan Nord du MES	<b>Mandat :</b> Dresser un portrait de la situation au nord du 49 <sup>e</sup> parallèle, notamment sur les besoins en main-d'œuvre et en formation professionnelle, collégiale et universitaire. <b>Principaux biens livrables :</b> Devis de recherche et appel d'offre, sélection de la firme, revue de littérature, recherche documentaire et analyse de type benchmark, entrevues auprès d'entreprises et d'intervenants stratégiques.	MTESS (DPES et DMSEP)	N/D	MTESS; MIFI	0 \$
Comité de travail MIFI- MTESS sur le mécanisme de suivi de l'intégration des personnes immigrantes	<b>Mandat :</b> Travailler conjointement à l’élaboration d’un mécanisme de suivi et suivre régulièrement l’intégration économique des personnes immigrantes nouvellement arrivées une fois le mécanisme mis en œuvre. <b>Principaux biens livrables :</b> Mettre en œuvre un mécanisme de suivi : Exploitation des données du recensement 2016 et de l’EPA, mettre en place une enquête sur l’intégration au marché du travail des personnes immigrantes nouvellement arrivées.	MTESS (DR)	5	MIFI; MTESS (DPES et DAIMT)	0 \$
Comité directeur MIFI - MTESS	<b>Mandat :</b> Échanges sur les dossiers communs (intégration et sélection). <b>Principaux biens livrables :</b> Suivi des travaux.	Co-présidé MIFI-MTESS	6 à 7	MTESS; MIFI	0 \$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité interministériel sur la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées 2019-2024	<b>Mandat :</b> Susciter des engagements gouvernementaux et s'assurer de la cohérence entre les différents engagements des MO. <b>Principaux biens livrables :</b> Détermination d'engagements gouvernementaux, par les MO.	MTESS (DPES)	7	MSSS; MTESS; MEES; SCT; OPHQ	0 \$
Comité interministériel d'évaluation de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées 2019-2024	<b>Mandat :</b> Le mandat est d'assurer la participation des principaux MO engagés dans la Stratégie à son évaluation et de recenser et partager les évaluations de ses mesures. <b>Principaux biens livrables :</b> Cadre et rapport d'évaluation.	MTESS (SGPO- Direction de l'évaluation)	6	MTESS; MEES; OPHQ; MSSS	0 \$
Comité interministériel en adéquation formation emploi (SMA)	<b>Mandat :</b> Soutenir l'Assemblée délibérante de la CPMT dans l'établissement du portrait du marché du travail.Déterminer les orientations en matière d'adéquation formation emploi. <b>Principaux biens livrables :</b> Plan gouvernemental en AFE.	Coprésidé par les SMA du MEES et du MTESS (SMA-EQ)	5	MTESS; MIFI; MEI; MEES	0 \$
Comité interministériel MIFI/MTESS sur la régionalisation de l'immigration	<b>Mandat :</b> Préciser les rôles, les responsabilités, les actions respectives et les actions communes du MIFI et d'Emploi-Québec dans le dossier de l'immigration en région et identifier les bonnes pratiques. <b>Principaux biens livrables :</b> Plan de travail 2020-2021.	MTESS (DPES)	Entre 4 et 6	MTESS; MIFI	0 \$
Comité stratégique en adéquation formation emploi	<b>Mandat :</b> Soutenir le comité interministériel, suivre la mise en œuvre des mesures du plan d'action concertée en AFCE (adéquation formation-compétences-emploi) et superviser la mise en œuvre du processus décisionnel. <b>Principaux biens livrables :</b> Assurer la coordination des ministères en matière d'adéquation formation-emploi.	MTESS (BSMA-EQ)	10	MIFI; MEI; MEES; CCQ; CPMT	0 \$



Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Groupe de travail Canada - Québec sur le Repérage, la Référence et la Rétroaction des prestataires d'assurance- emploi (PAE)	<b>Mandat :</b> Assurer la coordination de la mise en place du dispositif de repérage pour la clientèle prestataire de l'assurance-emploi CRHC/CLE. <b>Principaux biens livrables :</b> Faire rapport aux membres du comité conjoint Canada-Québec concernant les ententes convenues CRHC/CLE en ce qui a trait à l'application du dispositif de repérage.	MTESS (EQ, DGMSE) - Responsable du Groupe de travail pour le Québec au CCC-Q	10	MTESS; SC	0 \$
Groupe de travail conjoint Canada - Québec sur le Service national de placement	<b>Mandat :</b> Dans le cadre de son mandat, le Comité conjoint Canada-Québec doit notamment s'assurer que les mécanismes d'interrelation entre les services d'emploi du Québec et d'assurance-emploi du Canada. <b>Principaux biens livrables :</b> Échanges à partir d'états de situation et arrimage mutuel.	MTESS (DREPMs) - Coprésidence	5 à 8	MTESS; SC; EDSC	0 \$
Table de concertation sur l'adéquation formation-emploi - secteur de l'aluminium	<b>Mandat :</b> Favoriser une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi dans ce secteur composé de producteurs, de transformateurs et d'équipementiers. <b>Principaux biens livrables :</b> Diagnostic sectoriel de l'adéquation formation-emploi dans les industries des secteurs de la première, deuxième et troisième transformation ainsi que dans les secteurs des équipementiers et des fournisseurs spécialisés. Les recommandations serviront de trame aux travaux de la Table au cours des prochaines années. 4 chantiers ont été mis en place pour réaliser les 29 recommandations du diagnostic. Ces chantiers comprennent des intervenants de plusieurs autres organisations	MTESS (Direction régionale de Services Québec du Saguenay-Lac-St- Jean et Direction des politiques d'emploi et des stratégies [DPES])	18 + Les participants des chantiers	MTESS; MEES; MEI; CSMO-M; PERFORM; Cégep Jonquière; Rio Tinto, École polytechnique de Montréal; Centre de formation professionnelle Qualitech; Université de Sherbrooke, Grappe AluQuébec, Comité consultatif Femmes	0 \$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité des sous-ministres MIFI et du MTESS	<b>Mandat :</b> Échanges sur les dossiers communs (Intégration et sélection). <b>Principaux biens livrables :</b> Suivi des travaux.	MTESS (BSM)	5	MIFI; MTESS	0 \$
Comité interministériel MIFI-MTESS sur la stratégie d'action spécifique pour une offre de services adaptée aux personnes réfugiées ou en situation semblable	<b>Mandat :</b> Rédaction d'une stratégie d'action spécifique pour les personnes réfugiées. <b>Principaux biens livrables :</b> S.O.	MTESS (SEQ)	12	MIFI; MSSS; MEES; MTESS; MFA, SHQ	0 \$
Groupe de travail sur le Protocole portant sur les interrelations entre EQ et Service Canada dans le cadre de l'Entente Canada - Québec relative au marché du travail	<b>Mandat :</b> Arrimer les pratiques opérationnelles entre les deux parties aux fins du respect des obligations convenues dans le protocole. <b>Principaux biens livrables :</b> Les 17 Directions régionales doivent tenir au moins une rencontre bipartite et en faire rapport. Certaines en tiennent deux. De ces rapports, un bilan de liaison continue annuel est produit.	MTESS (DGMSE et DGPPMT)	19	17 Directions régionales; MTESS, Service Canada	0 \$
Comité MIFI-MTESS Guichet gouvernemental unifié d'accès aux services de francisation (GUF) à temps complet	<b>Mandat :</b> Mise en œuvre du GUF afin de centraliser, standardiser et faciliter l'accès aux services de francisation et d'améliorer l'expérience client et le suivi de la clientèle. <b>Principaux biens livrables :</b> Première phase du GUF en cours pour toute personne de 16 ans ou plus née hors Canada et ayant un besoin de francisation à temps complet.	MTESS (DPDOS)	15 à 18	MTESS, MIFI, MEES	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Groupe de travail MIFI-MTESS concernant la révision du Protocole d'entente sur les services de francisation des immigrants de 1999 et de l'Entente opérationnelles cadre sur la francisation des immigrants et des immigrantes	<b>Mandat :</b> En collaboration avec le MIFI, revoir les rôles et responsabilités de chacun des ministères en matière de francisation des personnes immigrantes et les modalités de mise en œuvre du Protocole. <b>Principaux biens livrables :</b> Travaux en mode bilatéral. Présentation d'un projet d'entente aux gestionnaires des deux ministères et validation pour signature par les deux parties.	MTESS (DMSI)	5	MTESS (DMSI) et MIFI	0 \$
Comité d'implantation des services du MIFI et du PAP dans les Bureaux Services Québec	<b>Mandat :</b> En trois phases, planifier et actualiser l'implantation des services du MIFI (dont ceux du PAP) dans les Bureaux services Québec en élaborant des consignes opérationnelles, établissant le moyen de communication le plus pertinent et permettant la reddition de compte.	MTESS (DGMSE)	7	MTESS (DIIPS, DMSI, SPS, DPSQ) et MIFI	0 \$
Comité d'élaboration du Parcours d'accompagnement personnalisé (PAP) du MIFI	<b>Mandat :</b> Collaborer à l'élaboration et à la validation des orientations afin de positionner le PAP en complémentarité avec les services publics d'emploi. <b>Principaux livrables :</b> Arbre décisionnel et distinction des rôles.	MTESS (DMSI)	5	MTESS (DMSI, DPES, DRE) et MIFI	0 \$
Groupe de travail sur le système de déclaration d'intérêt (SDI) et le nouveau programme des travailleurs qualifiés MIFI-MTESS	<b>Mandat :</b> En collaboration avec le MIFI, mettre en place le système de déclaration d'intérêt (SDI) et le nouveau programme des travailleurs qualifiés MIFI-MTESS. <b>Principaux biens livrables :</b> Collaboration par l'information sur le marché du travail.	MTESS (DAIMT)	8	MIFI; MTESS	0 \$
Comité Chaire de recherche sur l'intégration et des diversités en emploi	<b>Mandat :</b> Conseiller le Titulaire de recherche sur le suivi des objectifs, évaluer l'évolution de la Chaire, suggérer des améliorations ou de nouvelles orientations et aider à mettre en valeur les résultats de la recherche effectuée par la Chaire. <b>Principaux biens livrables :</b> S.O.	MTESS (DPES)	8	Université Laval; MTESS; MIFI	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité directeur du guichet unifié en reconnaissance des acquis et des compétences	<b>Mandat :</b> Clarifier les démarches en matière de RC, informer toute partie prenante sur les dispositifs de reconnaissance au Québec et informer et aiguiller la clientèle du parcours de RC le mieux adapté. <b>Principaux biens livrables :</b> Développement d'un portail web regroupant les informations sur les services en RAC.	MTESS (DMSI)	8	MIDI; MTESS; OPQ; MEES	0 \$
Comité opération entreprises Québec	<b>Mandat :</b> Recenser les problématique de mise en œuvre et y apporter des solutions concrètes et ce, dans le but d'assurer un service de qualité. <b>Principaux biens livrables :</b> À la lumière du processus de traitement des demandes des entreprises, s'assurer qu'elles soient prises et répondues dans les délais requis.	MTESS (DMSEP)	4	MTESS; MEI	100 \$
Comité consultatif conjoint de Services Québec et Service Canada	<b>Mandat :</b> Créer un espace de partage des pratiques et des projets des deux organisations. <b>Principaux livrables :</b> Faire connaître les différentes initiatives existantes. Identifier les opportunités de collaboration. Démonstrations pratiques et théoriques des concepts, des projets et des outils.	MTESS (SPSQ_DDOSQ)	6	MTESS; Service Canada	0 \$
Comité directeur Accès- construction	<b>Mandat :</b> Lutter contre l'évasion fiscale dans le secteur de la construction. Il est coordonné par le MTESS (SSTRAV). Il relève d'un comité stratégique qui est coordonné par le ministère des Finances. <b>Principaux biens livrables :</b> Repositionnement du comité; Élaboration d'outils; Mise en place d'un extranet, divers projets technologique; Échange d'information visant à lutter contre l'économie souterraine.	MTESS (STRAV)	17	MTESS (incluant le RE); Revenu Québec; CCQ; RBQ; DPCP; MFQ; CNESST	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité interministériel permanent sur la protection des travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés	<b>Mandat :</b> Assurer la protection des travailleurs temporaires peu spécialisés recrutés à l'étranger par la mise en place de mécanismes d'information et de soutien. <b>Principaux biens livrables :</b> Échange sur les enjeux et rédaction d'états de situation et des avis incluant des recommandations.	MTESS (STRAV)	10	MTESS; MIFI; MAPAQ; MRIF; CNESST; CDPDJ; RAMQ	0 \$
Comité interministériel sur la révision triennale des impacts de l'évolution du salaire minimum	<b>Mandat :</b> Revoir la méthodologie de détermination des impacts du salaire minimum, réviser et donner son avis annuel sur l'évolution du salaire minimum. <b>Principaux biens livrables :</b> Donner son avis annuel sur l'évolution du salaire minimum.	MTESS (STRAV)	14	MTESS; MFQ; CNESST; SCF; SCT; MEI	0 \$
Comité sur les disparités de traitement	<b>Mandat :</b> Définir des scénarios de modification législative permettant d'éliminer les disparités de traitement existantes et documenter les impacts potentiels des scénarios définis. <b>Principaux biens livrables :</b> Scénarios	MTESS (STRAV)	7	MFQ; Retraite-Québec; MEI	0 \$
Comité bipartite de coordination de l'Entente entre Québec et Terre-Neuve et Labrador sur la mobilité de la main d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle	<b>Mandat :</b> Suivre l'évolution, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et l'accès aux travaux de construction et traiter de toute autre question pertinente. <b>Principaux biens livrables :</b> Rencontre au besoin afin de régler les problèmes d'application de l'Entente.	MTESS (STRAV)	7	MTESS; Ministère de l'Éducation de Terre-Neuve-et- Labrador	0 \$
Comité directeur du projet APSFS	<b>Mandat :</b> Veiller au bon déroulement du projet relatif à la mise en place du Registre des arrangements préalables de services funéraires et de sépulture (APSFS). <b>Principaux livrables :</b> Suivi des travaux notamment au regard du respect de la portée, des budgets et des échéanciers établis et réaliser des interventions pour permettre de dénouer les difficultés rencontrées en cours de projet.	MTESS (DEC-SRE)	6	MTESS, Office de la protection du consommateur	0 \$



Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité directeur du projet ORDRE	<b>Mandat :</b> Veiller au bon déroulement du projet visant la mise en place d'un outil de recherche sur les données du registre des entreprises (ORDRE) aussi appelé Bureau de l'enquêteur. <b>Principaux livrables :</b> Suivi des travaux notamment au regard du respect de la portée, des budgets et des échéanciers établis et réaliser des interventions pour permettre de dénouer les difficultés rencontrées en cours de projet.	MTESS (DDR, SRE)	5	MTESS, Revenu Québec, Commission de la construction du Québec (représentant des utilisateurs)	0 \$
Comité des utilisateurs du projet ORDRE	<b>Mandat :</b> Quérir l'opinion des futurs utilisateurs afin que l'outil de recherche sur les données du registre des entreprises (ORDRE) réponde à leurs besoins. <b>Principaux livrable :</b> Avis, essais, arrimages fonctionnels avec les environnements des ministères et des organismes, collaboration à la gestion du changement (communication interne et formation).	MTESS (DDR, SRE)	25	MTESS, Hydro Québec, Sûreté du Québec, Commissaire au lobbyisme, Commission de la construction du Québec, Autorité des marchés financiers, Commission des normes, de l'éthique, de la santé et de la sécurité au travail, Régie du bâtiment, Revenu Québec, Service de police de la ville de Montréal, Unité permanente anti-corruption, ministère de la Sécurité publique, Autorité des marchés publics.	0 \$
Comité directeur du projet MRAS (Multi-Registry Access Service)	<b>Mandat :</b> Veiller au bon déroulement du projet, informer et prendre des décisions concernant les enjeux du projet. <b>Principaux biens livrables :</b> Registre des points de suivi et tableau d'avancement du projet (incluant suivi budgétaire).	MTESS (RE-SRE)	4	MTESS; RQ	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité interministériel de réalisation sur l'évaluation des risques de fraude associés à l'émission de documents officiels	<b>Mandat :</b> Coordonner la réalisation des travaux demandés par le Comité interministériel des hauts dirigeants en matière d'évaluation des risques de fraude associés à la délivrance de documents. <b>Principaux livrables :</b> Améliorer, le cas échéant, les méthodes d'enquête Identifier les besoins des ministères et organismes québécois en termes d'échanges d'information avec les MO du fédéral et des autres provinces.	MTESS (DEC-SRE)	19	RAMQ, MTESS, MIDI, SAAQ, Retraite Québec, RQ, MEES, SCT	0 \$
Conseil de la statistique de l'état civil du Canada	<b>Mandat :</b> Favoriser l'évolution et le développement des états civils, contribuer aux échanges d'information sur les statistiques de l'état civil entre les provinces et le gouvernement canadien. <b>Principaux livrables :</b> Les travaux à réaliser sont évolutifs dans le temps. Actuellement, un sous-groupe a été mis en place pour développer les échanges de renseignements d'état civil entre les provinces et les territoires.	MTESS (DEC-SRE)	23	MTESS, ISQ, Statistiques Canada, Représentants des gouvernements provinciaux et des territoires	1 000 \$
Forum permanent sur les opérations d'enquête en matière de fraude envers l'État	<b>Mandat :</b> Favoriser le partage d'information, d'expertise et de bonnes pratiques entre les MO membres sur les stratagèmes de fraude et les procédés d'enquête. <b>Principaux livrables :</b> Conseiller les décideurs sur les modifications législatives, réglementaires et politiques permettant de lutter plus efficacement contre la fraude envers l'État.	MTESS (DEC-SRE)	21	MSP, MTESS, H-Q, Retraite Québec, MIDI, CNESST, RAMQ, RQ, SAAQ, SQ	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Groupe de travail fédéral, provincial et territorial sur les avis de décès	<b>Mandat :</b> Améliorer la rapidité de l'inscription des décès et sa notification aux autres MO de même que l'expérience de service des citoyens confrontés à la mort d'un proche.  <b>Principaux livrables :</b> Échange sur les meilleures pratiques des provinces participantes et identification de pistes d'amélioration en réponse au mandat.	MTESS (DEC-SRE)	22	MTESS, Service Canada, Représentants du gouvernement fédéral et de certains gouvernements provinciaux	0 \$
Comité d'évaluation des interventions gouvernementales en faveur de l'équilibre du marché du travail 2018-2023	<b>Mandat :</b> Le mandat est d'assurer la participation des différents MO engagés dans le Plan d'action sur la main-d'œuvre ou la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023 à leur évaluation et de recenser et partager les évaluations des mesures des plans d'action.  <b>Principaux biens livrables :</b> Production d'un cadre de suivi et d'évaluation préliminaire, du cadre d'évaluation global du plan d'action et réalisation de l'évaluation.	MTESS (DE)	12	MTESS, MAPAQ, MCC, MEÉS, MIFI, MFQ, MSS, SCF, CCQ, SCT	0 \$
Comité stratégique du Guichet unifié de francisation	<b>Mandat :</b> Assurer le suivi du projet qui vise à mettre en place un guichet de francisation à temps complet dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par le MIFI. Le MTESS et le MÉES sont maîtres d'œuvre de la solution. Les membres du comité stratégique doivent s'assurer du respect des orientations, de la portée, des coûts et de l'échéancier.  <b>Principaux biens livrables :</b> Dossier d'affaires.	MTESS (SPSQ)	3	MÉES, MIFI, MTESS (EQ, SDPSQ, SGGRI)	0 \$



Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité directeur sur la simplification des démarches dans le cadre du décès d'un proche	<b>Mandat :</b> Services Québec a le mandat d'offrir aux citoyens et aux entreprises un guichet multiservice visant à faciliter la prestation de service gouvernementale. Il s'agit de proposer au gouvernement des mesures concrètes permettant de réduire le nombre de démarches administratives, mieux arrimer les services sollicités, diminuer les délais de traitement et les envois postaux, mieux accompagner les citoyens et faire évoluer les démarches vers une approche « Dites-le une seule fois ». <b>Principaux livrables :</b> La mise en place de neuf chantiers de travail permettra d'identifier des pistes de solutions concrètes.	MTESS (SDPSQ-DPSQ)	10	MTESS (incluant le DEC-SRE) MSSS, MJQ, Revenu Québec, Retraite Québec, SAAQ, CNESST, Curateur public, Bureau du coroner, Protecteur du citoyen	0 \$
Comité directeur PerLE	<b>Mandat :</b> Assurer le bon fonctionnement et le développement du service PerLE au niveau canadien et des provinces. Déterminer les priorités concernant le développement du service. <b>Principaux livrables :</b> Rencontre téléphonique afin d'assurer le suivi et le développement du service PerLE. Prise de décisions concernant l'utilisation des Fonds fédéraux disponibles et de l'évolution du service.	MTESS (SDSQ-DPSQ)	20	Représentants de toutes les provinces canadiennes et de la réserve d'Akwesasne	0 \$
Comité interministériel en allègement réglementaire concernant le commerce de détail	<b>Mandat :</b> Déterminer les actions afin de réduire le fardeau administratif de l'industrie du commerce de détail en réponse à la mesure 2 du Plan d'action en allègement réglementaire et administratif concernant le commerce de détail sous la responsabilité du MEI. <b>Principaux livrables :</b> Travaux et interventions visant l'allègement réglementaire et administratif par la mise en place d'un projet pilote concernant les dépanneurs et petits marchands d'alimentation afin de réduire leur fardeau administratif.	MTESS (SPSQ-DPSQ)	20	MAPAQ, RACJ, RQ, CNESST, MTESS, MCC, RBQ, MEI, MELCC, MEFP et les représentants de l'industrie du commerce de détail	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité conjoint pour le développement de la Station nouveau départ	<p><b>Mandat :</b> Regrouper les services du MTESS, du MIFI et de la Ville de Montréal afin d'offrir des services intégrés aux nouveaux arrivants.</p> <p><b>Principaux livrables :</b> Mise en place du bureau du centre-ville de Montréal.</p>	MTESS (SPSQ-DPSQ)	7	MTESS, MIFI, Ville de Montréal	0 \$
Comité opérationnel des partenaires d'Entreprises Québec	<p><b>Mandat :</b> Veiller au bon déroulement du partenariat avec Entreprises Québec et informer les partenaires des développements d'Entreprises Québec et de la Zone entreprise.</p> <p><b>Principaux livrables :</b> Avis sur les différents éléments du développement des services d'Entreprises Québec, des stratégies de communication et de collaboration entre les partenaires.</p>	MTESS (SPSQ-DPSO)	24	MTESS, Info-Entrepreneurs, Investissement Québec, MIFI, MEI, SPN, CRIQ-BNQ, CTEQ, Ressources Entreprises, MTO, Québec Innove	0 \$
Centre d'expertise des grands organismes (CEGO)	<p>Le CEGO a pour mission de favoriser l'amélioration des services aux citoyens en soutenant les organismes membres.</p> <p><b>Mandats :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Faciliter le partage d'information et la concertation sur les stratégies et les moyens permettant d'améliorer la prestation de services aux citoyens;</li> <li>Diffuser les meilleures pratiques au sein des grands organismes et de l'appareil gouvernemental.</li> </ul>	MTESS (SO)	6	Revenu Québec, CNESST, RAMQ, Retraite Québec, SAAQ, MTESS	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité directeur - Intervention gouvernementale en matière de lutte à la rareté de main-d'œuvre	<b>Mandat :</b> Déployer un ensemble d'actions gouvernementales cohérentes et concertées qui auront pour effet, à court, moyen et long terme de permettre aux entreprises et aux organisations du secteur public de disposer de la main-d'œuvre dont ils ont besoin pour mener avec succès leurs activités et ainsi soutenir la prospérité du Québec.	MTESS (BSM)	12	MTESS, MCE, MIFI, MEI, MEES, MRIF	0 \$
Comité de coordination - Intervention gouvernementale en matière de lutte à la rareté de main-d'œuvre	<b>Mandat :</b> Assurer les arrimages nécessaires au chapitre des interventions et services des différents ministères et partenaires impliqués.  <b>Principaux livrables :</b> Identifier un ensemble d'actions pertinentes pour atténuer les effets de la rareté de main-d'œuvre. Mettre en place un mécanisme de suivi continu de l'évolution du nombre de postes vacants, des besoins futurs de main-d'œuvre essentiels au soutien des projets et des stratégies sectorielles et de l'effet des actions mises en place.	MTESS (SMA)	15	MTESS, MCE, MIFI, MEI, MEES, MRIF	0 \$
Comité – chantier de l'intégration en emploi des personnes faisant partie des groupes sous-représentés sur le marché du travail	<b>Mandat :</b> Recenser les préoccupations, enjeux et besoins futurs de la main-d'œuvre. Identifier les leviers disponibles pour agir efficacement sur les causes et les conséquences de la rareté de main-d'œuvre.  <b>Principaux livrables :</b> Identifier des actions pertinentes pour atténuer les effets de la rareté de main-d'œuvre. Mettre en place un mécanisme de suivi continu.	MTESS (SEQ)	12	MTESS (BSMAEQ, DGAS, DGPEPMT, DPES, DGMSE, DMSEP), MFQ	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Organisation de sécurité civile du Québec (OSCQ)	<b>Mandat :</b> Maintenir le plan national de sécurité civile (PNSC) opérationnel et planifier des mesures de prévention et de préparation en sécurité civile à l'échelle nationale. <b>En cas de sinistre :</b> superviser le travail effectué sur le terrain par les organisations régionales de la sécurité civile, informer les différents partenaires de l'évolution de la situation, coordonner l'intervention gouvernementale lorsque l'ampleur d'un événement dépasse les capacités locales ou régionales et coordonner les activités de rétablissement.	MTESS (SSSAP – BCSC)	88	MSP, CAG, CNESST, CORONER, HQ, ITQ, MAMH, MAPAQ, MCC, MCE, MEQ, MES, MEI, MELCC, MERN, MFA, MFFP, MFQ, MIFI, MJQ, MRIF, MSSS, MTESS, MTO, MTQ, RBQ, RQ, SAA, SCT, SHQ, SQ, STQ, Urgence Québec – MCE	0\$
Comité directeur fédéral/provincial/territorial de l'évaluation des Ententes sur le Développement du marché du travail (EDMT)	<b>Mandat :</b> Réaliser le 3e cycle d'évaluation à l'échelle nationale/provinciale/territoriale : études quantitatives d'impacts différentiels, étude sur le programme d'aide au travail indépendant, étude sur les partenariats du marché du travail. <b>Principaux livrables :</b> Rapports national, provinciaux et territoriaux sur le profil des participants aux prestations d'emploi et mesures de soutien et les effets nets de 2010 à 2017. Rapports nationaux, provinciaux et territoriaux de chaque étude.	EDSC (Emploi et développement social Canada)	34	EDSC (Direction générale des compétences et de l'emploi et Direction de l'évaluation), un représentant gouvernemental de chaque province ou territoire (Terre-Neuve-et-Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Québec (MTESS-DE), Ontario, Manitoba, Saskatchewan, Alberta, Yukon, Nunavut, Colombie-Britannique, Territoires du Nord-Ouest), Service Canada-Atlantique, Service Canada-Ontario, Service Canada-Québec	0 \$
Comité directeur fédéral/provincial/territorial de l'évaluation des Ententes sur le développement de la main-d'œuvre (EDMO)	<b>Mandat :</b> Réaliser l'évaluation des ententes à l'échelle nationale/provinciale/territoriale. <b>Principaux livrables :</b> Revue documentaire, Revues de littérature, Enquête auprès de participants des EDMO, Entrevues avec des informateurs clés.	EDSC	30	EDSC (Direction générale des compétences et de l'emploi et Direction de l'évaluation), un représentant gouvernemental de chaque province ou territoire (Terre-Neuve-et-Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Québec (MTESS-DE), Ontario, Manitoba, Saskatchewan, Alberta, Yukon, Nunavut, Colombie-Britannique, Territoires du Nord-Ouest)	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Conseil consultatif de la lecture et du livre (CCLL)	<p><b>Mandat :</b> Donner son avis et de soumettre des recommandations à la ministre de la Culture et des Communications sur toute question relative à la lecture, au livre et à l'application du cadre législatif et réglementaire</p> <p><b>Principaux livrables :</b> L'avis du CCLL est obligatoire et préalable à la délivrance, la suspension et l'annulation d'un agrément pour un libraire, un éditeur et un distributeur. Il soumet également des recommandations à l'égard de l'adoption ou de la modification de règlements.</p>	MCC (SPSQ)	16	4 représentants ministériels : MTESS (DPUQ), MEES, MCC  12 représentants du milieu du livre	0 \$
Comité interministériel sur la gestion des données numériques gouvernementales	<p><b>Mandat :</b> Assurer une mobilisation générale dans le cadre des travaux sur la gestion des données numériques gouvernementales.</p> <p><b>Principaux livrables :</b> Assurer que le projet reflète les réalités différentes des OP en s'assurant de respecter leur avancement et obtenir leur adhésion. Émettre des avis sur les livrables produits par les comités de travail.</p>	MTESS (BSMA-SRE)	16	MTESS (BSMA_SSGRI- SRE), SCT, ARQ, MEQ, MEI, MERN, MFQ, MJQ, SAAQ, MES, MSSS	0\$
Comité de travail – Gouvernance et gestion des données numériques gouvernementales	<p><b>Mandat :</b> Convenir des grandes modalités pour la gouvernance et la gestion des données numériques gouvernementales.</p> <p><b>Principaux livrables :</b> Développer des pratiques permettant la mobilité et la valorisation de données à l'échelle gouvernementale.</p>	MTESS (SRE-RE)	19	MTESS (Registraire des entreprises), SCT, MJQ, MSSS	0\$



Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité de révision de l'entente de partenariat entre le MTESS et la CNESST	<p><b>Mandat :</b> Réviser l'entente contractuelle actuelle en vue de son renouvellement dans le respect de la capacité organisationnelle des deux organismes.</p> <p><b>Principaux livrables :</b> Analyser les besoins de la clientèle de la CNESST et réaliser un inventaire des services offerts actuellement. Identifier des parcours types en lien avec les besoins identifiés et les services offerts. Mettre en place des mécanismes d'échanges d'information sur la clientèle. Optimiser le partenariat avec le réseau des organismes en employabilité.</p>	MTESS (DMSI)	10	CNESST (DGCSO, DGAJ, DGIA) MTESS (DIIPS, DAJ, DRE, DAIMT)	0 \$
Comité MIFI-MTESS Guichet gouvernemental unifié d'accès aux services de francisation (GUF) à temps partiel	<p><b>Mandat :</b> Mise en œuvre du GUF afin de centraliser, standardiser et faciliter l'accès aux services de francisation et d'améliorer l'expérience client et le suivi de la clientèle.</p> <p><b>Principaux biens livrables :</b> Deuxième phase du GUF visant les cours à temps partiel.</p>	MTESS (DMSE)	3	DMSI	
Groupe de travail MEQ-MES-MTESS concernant la révision de l'entente sur le financement des services éducatifs requis par la clientèle d'Emploi-Québec et sur les modalités de collaboration afférentes de 1999 et de son annexe opérationnelle révisée en 2004	<p><b>Mandat :</b> En collaboration avec le MEQ et le MES, revoir les rôles et responsabilités de chacun des ministères en matière de financement des services éducatifs requis par la clientèle d'Emploi-Québec et mettre à jour l'annexe opérationnelle.</p> <p><b>Principaux biens livrables :</b> Discussions et travaux étalés dans le temps afin de présenter une nouvelle annexe opérationnelle.</p>	MTESS (DMSI, DPES, DPRC)	40	MTESS (DMSI, DPES, DPRC) MEQ, MES	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité interministériel-services aux entreprises MIFI - MTESS	<b>Mandat :</b> Travaux entourant la complémentarité des services aux entreprises des deux ministères pour le recrutement international et la Francisation. <b>Principaux biens livrables :</b> Cheminements des entreprises : 1-Francisation et 2-Recrutement international.	DMSE	8 à 10	MTESS (DMSE, DPES, DIIPS, DGMSE); MIFI	0 \$
Comité pour la simplification de l’application des subventions salariales au secteur de la construction	<b>Mandat :</b> Afin de favoriser une meilleure intégration des travailleurs faisant partie de groupe de personnes sous-représentées dans la construction, le MTESS et la CCQ ont convenu de collaborer pour faciliter l’application des mesures de subvention salariales au secteur de la construction. <b>Principaux livrables :</b> Processus CCQ permettant d’identifier des personnes qui ont le droit d’exercer un métier ou une occupation de la construction mais qui pourraient éprouver des difficultés à obtenir un emploi dans ce secteur. Outils MTESS à l’intention des agents d’aide à l’emploi et des agents aux entreprises pour les aider dans l’application des subventions salariales dans le secteur de la construction.	MTESS (DPES)	10	MTESS (DPES, DMSE, DMSI, SPS, DAJ) ; CCQ	0 \$
Continuum de services MEI-IQ-MTESS – démarche de transformation numérique des entreprises et du programme Audit industrie 4.0	<b>Mandat :</b> Inclure un diagnostic (bilan) des compétences (MTESS) dans le cadre du Programme Audit Industrie 4.0 (PAI 4.0) du MEI. <b>Principaux livrables :</b> Cheminement visant le continuum de services MTESS-IQ ainsi qu’un cheminement de complémentarité des programmes/mesures MTESS-MEI.	DMSE	10	MTESS (SSC, DIIPS, DPES) MEI IQ	

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Groupe d'action en hôtellerie	<b>Mandat :</b> soutenir la concertation du milieu en matière de développement de l'emploi et de la main-d'œuvre. Identification de solutions afin d'aider les travailleuses et travailleurs de même que les entreprises du secteur de l'hôtellerie, en favorisant la requalification des travailleuses et travailleurs de ce secteur vers des secteurs qui font face à des raretés main-d'œuvre et qui souhaitent renforcer leurs qualifications, de même que l'ajustement des pratiques actuelles de gestion des ressources humaines.	MTESS (SEQ, SCPMT et DPES)	24	CSMO du secteur touristique CQRHT, CSN, FTQ, 3 associations hôtelières, 6 représentants des hôteliers, AQFORTH, CEGEP St-Félicien, ITHQ, École Fierbourg, Organisme d'insertion professionnelle,	0 \$
Conseil Canadien des directeurs de l'apprentissage (CCDA)	<b>Mandat :</b> Harmoniser les processus provinciaux et territoriaux, et les exigences en matière de reconnaissance professionnelle des métiers spécialisés et des normes. <b>Principaux livrables :</b> Élaboration de normes interprovinciales pour les métiers désignés Sceau Rouge.	MTESS (DQP)	15	MTESS, CCQ, EDSC, un représentant par province et territoire	0\$



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-08**

**Titre :**

Liste détaillée des critères exigés pour l'octroi de permis pour la référence de main-d'œuvre.

**Exposé et statistiques :**

Seules les associations patronales et syndicales visées par la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (Loi R-20) peuvent obtenir un permis de service de référence de main-d'œuvre.

Les critères d'octroi de permis sont définis par la Loi R-20 et le Règlement sur le permis de service de référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, lequel a été édicté le 28 novembre 2012. En plus de remplir le formulaire de demande de permis, le demandeur doit produire les documents suivants, qui doivent être transmis au Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre :

1. l'acte de constitution de l'association, ses règlements et statuts, ainsi qu'un document faisant foi de son affiliation à une association représentative, le cas échéant;
2. une copie certifiée de la résolution autorisant la demande de permis, laquelle doit indiquer tout métier, toute occupation et toute région qu'elle vise;
3. une déclaration assermentée du président de l'association ou de son répondant faisant état de l'existence ou de l'absence de condamnations criminelles ou pénales au cours des cinq années précédant la demande concernant chacun des dirigeants ou représentants de l'association en fonction au moment de la demande et, en cas de condamnation, les documents en attestant;
4. s'il y a lieu, l'association de salariés liée qui demande un permis doit transmettre une entente écrite dans laquelle les deux associations liées confirment leur volonté à l'effet que l'association demanderesse soit celle qui, des deux, sera responsable de la référence de leurs membres concernant tout métier, toute occupation et toute région que vise l'entente.

**SOURCE :** Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre – Secteur du travail

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 2021-03-16



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-10**

**Titre :**

Effectif du ministère du Travail rattaché au Bureau des permis.

**Exposé et statistiques :**

Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 28 février 2021, une employée à temps complet est rattachée au Bureau des permis afin d'en assurer les mandats. Par ailleurs, une directrice effectue des tâches à temps partiel pour le Bureau des permis, tout en assumant d'autres responsabilités au Secteur du travail.

**SOURCE :** Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre – Secteur du travail

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 2021-03-16



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-11**

**Titre :**

Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si celui-ci a été délivré ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.

**Exposé et statistiques :**

Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 10 mars 2021, le Bureau des permis a reçu vingt-neuf demandes de renouvellement de permis, une demande de modification de permis et une demande de délivrance de permis. Toutes les associations respectaient l'ensemble des conditions, un permis, valide pour trois ans, a donc été délivré pour chacune d'elle. Deux associations n'ont pas renouvelé leur permis.

Le 20 avril 2020 le Bureau des permis a fait parvenir à deux reprises un avis de renouvellement de permis à la Fraternité nationale des poseurs d'acier d'armature local 777 et à l'Association des métiers de l'acier du Québec AMAQ. À ce jour, aucune demande de permis n'a été reçue de la part de ces deux associations.

Tel qu'autorisé par l'article 50 du Règlement sur le permis de service de référence de main d'œuvre dans l'industrie de la construction, le Bureau des permis a procédé à la révocation de ces deux permis.

Le 3 février 2021, le local 500 de l'Association unie des compagnons et apprentis de l'industrie de la plomberie et de la tuyauterie des États-Unis et du Canada confirmait au Bureau des permis la cessation des activités de référence de main-d'œuvre et ce, à partir du 3 mars 2021 à la suite d'une fusion avec le local 144 du même syndicat.

Le 11 février 2021, la section locale 2016 du Syndicat International des ferblantiers et couvreurs demandait au Bureau des permis la délivrance d'un permis de référence de main-d'œuvre. Le nouveau permis est entré en vigueur le 9 mars 2021.

# **LISTE DES TITULAIRES D'UN PERMIS DE SERVICE DE RÉFÉRENCE DE MAIN-D'ŒUVRE AINSI QUE LE STATUT DU PERMIS**

**En date du 10 mars 2021**

Renouvellements effectués en 2020-2021 : 29

Révocation effectuée en 2020-2021 : 1

Permis expirés sans renouvellement en 2021-2021 : 2

Permis en vigueur au 10 mars 2021 : 38

<u>Nom de l'association</u>	<u>Statut</u>	<u>Nom de l'association</u>	<u>Statut</u>
Syndicat québécois de la construction (SQC)	En vigueur / Renouvelé	CQPMCI – Local 1604	En vigueur / Renouvelé
Centrale des syndicats démocratiques (CSD)	En vigueur / Renouvelé	CQPMCI – Local 71	En vigueur
Confédération des syndicats nationaux (CSN)	En vigueur / Renouvelé	CQPMCI – Local 144	En vigueur / Modifié
CQPMCI – Local 4	En vigueur / Renouvelé	CQPMCI – Local 500	Révoqué*
CQPMCI – Local 7	En vigueur	FTQ – Local 9	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 58	En vigueur / Renouvelé	CQPMCI – Local 160	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 134	En vigueur / Renouvelé	CQPMCI – Local 761	En vigueur
CQPMCI – Local 271	En vigueur / Renouvelé	CQPMCI – Local 380	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 929	En vigueur / Renouvelé	FTQ – FIPOE	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 568	En vigueur / Renouvelé	FTQ – Local 1	En vigueur
CQPMCI – Local 1604	En vigueur / Renouvelé	FTQ – Local 9	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 116 (APFC)	En vigueur / Renouvelé	FTQ – Local 99	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 62	En vigueur	FTQ – Local 100	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 527-A	En vigueur	FTQ – Local 135	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 89	En vigueur	FTQ – Local 2016	En vigueur / Délivrance
CQPMCI – Local 96	En vigueur	FTQ – Local 618	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 101	En vigueur / Renouvelé	FTQ – Local 777	Expiré
CQPMCI – Local 2182	En vigueur / Renouvelé	FTQ – Local 1676	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 711	En vigueur / Renouvelé	FTQ – Local 2366	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 905	En vigueur / Renouvelé	FTQ – CONSTRUCTION	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 349	En vigueur	FTQ – AMAQ	Expiré
CQPMCI – Local 1135	En vigueur		

\* Le permis a d'abord été renouvelé et a ensuite été révoqué suite à la fusion de deux associations.

**SOURCE :** Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre – Secteur du travail

**COLLABORATION :**

**DATE :** 2021-03-16

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-12

**Titre :**

Pour tous les programmes du Ministère, donner le détail des crédits existants en 2020-2021 qui n'ont pas été reconduits en 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis.

**Exposé et statistiques :**

Tous les programmes existants en 2020-2021 ont été reconduits en 2021-2022 et les crédits afférents ont été alloués au Ministère, à l'exception du :

Programmes	Dépense prévue aux crédits 2020-2021 en k\$	Dépense prévue aux crédits 2021-2022 en k\$	Réductions en k\$	Commentaires
Programme national de réconciliation avec les orphelins et les orphelines de Duplessis ayant fréquenté certaines institutions	1 125,0	700,0	375,0	Diminution de la clientèle

**SOURCE :** DGRFC-DB  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2021-03-09





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-13**

**Titre :**

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour les années 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022.

**Exposé et statistiques :**

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2021-2022.

**SOURCE :** DGRFC-DB

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 2021-03-09



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-14

**Titre :**

Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2017-2018, en 2018-2019, en 2019-2020 et en 2020-2021. Prévisions pour 2021-2022.

**Exposé et statistiques :**

Tableaux des dépenses réelles au 28 février 2021

Dépenses en lien avec la COVID-19	Dépenses au 28 févr 2021  (en \$)
Rémunération	683 120
<b>Total Rémunération</b>	<b>683 120</b>
<b>Fonctionnement</b>	
Programme d'aide temporaire aux travailleurs (PATT)	1 834 417
Agents de sécurité	1 629 502
Achat fournitures, équipements et entretien	647 036
Téléphonie	443 364
Messagerie et courrier	862
Coûts de déploiement pour le télétravail (jetons virtuels, portables)	1 721 847
Autres	912 562
<b>Total fonctionnement</b>	<b>7 189 590</b>
<b>Mesures d'Aide financière</b>	
PATT	284 686
Je bénévole	49 410
<b>Total mesures d'aide financière</b>	<b>334 096</b>
<b>Fonds spéciaux</b>	
Je travaille (Fonds de développement du marché du travail (FDMT))	423 857
Programme actions concertées pour le maintien en emploi- PACME (FDMT)	125 500 000
Programme d'aide à la relance par l'augmentation de la formation- PARAF (FDMT)	7 160 700
Autres programmes du FDMT déjà existant impactés	17 582 543
<b>Total Fonds spéciaux</b>	<b>150 667 100</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>158 873 906</b>

**SOURCE :** DGRFC-DB-SBACR  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2021-04-08



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

### RP-15

**Titre :**

Liste de tous les conflits de travail en 2017-2018, en 2018-2019, en 2019-2020 et en 2020-2021; identifier la chronologie des actions prises dans les différents dossiers.

**Exposé et statistiques :**

Liste de tous les arrêts de travail, du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 28 février 2021, dans lesquels une intervention en médiation-conciliation a eu lieu et le nombre de rencontres avec les parties.

Employeur principal	Contexte d'intervention	Origine de la demande	Statut de l'arrêt de travail	Présence d'arrêts de travail	Date d'assignation	N <sup>bre</sup> total de rencontres	Début de l'arrêt de travail	Fin de l'arrêt de travail	Date conclusion	Conclusion
Chartwell Domaine de Bordeaux résidence pour retraités	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-05-15	11	2019-11-26 <sup>1</sup>	2020-09-24	2020-12-15 <sup>2</sup>	Entente conclue en conciliation
Librairie coopérative du collège de Maisonneuve	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2020-01-03	17	2020-01-28	2020-04-30	2020-05-08	Entente conclue en conciliation

<sup>1</sup> Une grève s'est tenue du 26 au 30 novembre 2019 et du 10 juillet au 24 septembre 2020.

<sup>2</sup> La date de conclusion est la date de signature de la convention collective, sous réserve d'une indication contraire.

Employeur principal	Contexte d'intervention	Origine de la demande	Statut de l'arrêt de travail	Présence d'arrêts de travail	Date d'assignation	N <sup>bre</sup> total de rencontres	Début de l'arrêt de travail	Fin de l'arrêt de travail	Date conclusion	Conclusion
Ministère de la Famille	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché avant l'intervention	2020-08-21	3	2020-02-28 <sup>3</sup>	2020-06-18	2020-10-21 <sup>4</sup>	Entente conclue en conciliation
Ministère de la Famille	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché avant l'intervention	2020-09-21	6	2020-01-31 <sup>5</sup>	2020-09-27	2020-10-07 <sup>6</sup>	Entente conclue en conciliation
Municipalité d'Ascot Corner	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-11-01	9	2020-06-16	2020-06-16	2020-12-28	Entente conclue en conciliation
Les Aliments Serval Canada Ltée	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2020-06-01	6	2020-06-30	2020-09-08	2020-11-05	Entente conclue en conciliation
Chartwell Appartements de Bordeaux résidence pour retraités	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-12-18	12	2019-05-30 <sup>7</sup>	2020-09-15	2020-10-23	Entente conclue en conciliation
CSH-HCN Lessee (Archer) LP	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-09-27	6	2020-07-10	2020-10-07	2020-11-02	Entente conclue en conciliation
CSH-HCN Lessee (Chicoutimi) LP	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2020-05-26	3	2020-07-10	2020-08-28	2020-09-18	Entente conclue en conciliation
CSH-HCN Lessee (Giffard) LP	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-09-27	7	2020-07-10	2020-10-02	2020-10-29	Entente conclue en conciliation

<sup>3</sup> Des grèves à l'échelle nationale se sont tenues le 28 février 2020 (une demi-journée), le 18 juin 2020 et du 8 au 11 septembre 2020. Une grève rotative s'est tenue du 14 au 19 septembre 2020.

<sup>4</sup> Date du vote en faveur de l'entente de principe.

<sup>5</sup> Des grèves sporadiques se sont tenues du 31 janvier au 6 mars 2020 (d'une durée variant de 15 minutes à une heure et demie), une grève rotative s'est tenue dans toutes les régions du Québec du 1<sup>er</sup> au 18 septembre 2020 et une grève générale s'est tenue du 21 au 27 septembre 2020.

<sup>6</sup> Date du vote en faveur de l'entente de principe.

<sup>7</sup> Une grève s'est tenue du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin 2019, du 14 au 20 juillet 2019, du 26 au 30 novembre 2019 et du 10 juillet au 15 septembre 2020.

Employeur principal	Contexte d'intervention	Origine de la demande	Statut de l'arrêt de travail	Présence d'arrêts de travail	Date d'assignation	N <sup>bre</sup> total de rencontres	Début de l'arrêt de travail	Fin de l'arrêt de travail	Date conclusion	Conclusion
CSH-HCN Lessee (Jonquière) LP	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2020-05-26	4	2020-07-10	2020-09-03	2020-12-07	Entente conclue en conciliation
CSH-HCN Lessee (Saguenay) LP	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2020-05-26	7	2020-07-10	2020-08-14	2020-09-21	Entente conclue en conciliation
Parmalat Canada inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève et lock-out	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2020-06-12	26	2020-07-14	2020-09-04	2020-09-04 <sup>8</sup>	Entente conclue en conciliation
Mecart inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2020-07-29	0	2020-07-28	2020-07-28	2020-09-28	Entente conclue avant le début de la conciliation
Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Greve et lock-out	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2020-05-27	27	2020-09-23 <sup>9</sup>	2020-11-14	2020-11-16	Entente conclue en conciliation
Demix Béton une division de Groupe CRH Canada inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Lock-out	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2020-09-24	7	2020-09-24	2020-11-15	2020-11-12 <sup>10</sup>	Entente conclue en conciliation
Compagnie WestRock du Canada Corp.	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève et lock-out	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2020-01-17	10	2020-09-30	2020-11-24	2020-11-23 <sup>11</sup>	Entente conclue en conciliation
9210-7580 Québec inc. (Librairie Raffin Plaza Saint-Hubert)	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2019-12-05	11	2020-10-05 <sup>12</sup>	2020-11-19	2020-11-20	Entente conclue en conciliation

<sup>8</sup> Date du vote en faveur de l'entente de principe.

<sup>9</sup> Une grève de 24 heures s'est tenue le 23 septembre 2020 et un lock-out a été déclaré du 24 septembre au 14 novembre 2020.

<sup>10</sup> Date du vote en faveur de l'entente de principe.

<sup>11</sup> Date du vote en faveur de l'entente de principe.

<sup>12</sup> Une grève s'est tenue du 5 au 7 octobre 2020 et du 22 octobre au 19 novembre 2020.

Employeur principal	Contexte d'intervention	Origine de la demande	Statut de l'arrêt de travail	Présence d'arrêts de travail	Date d'assignation	N <sup>bre</sup> total de rencontres	Début de l'arrêt de travail	Fin de l'arrêt de travail	Date conclusion	Conclusion
Gate Gourmet Canada inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Lock-out	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2020-11-19	8	2020-11-10	2021-01-17	–	–
Meubles Cathedra inc. division H.P. Cyrenne	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2020-03-05	3	2020-11-12	2020-11-29	2021-02-01	Entente conclue en conciliation
Les Aliments BCI inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché avant l'intervention	2020-11-18	5	2020-11-17	2020-11-17	2020-12-23	Entente conclue en conciliation
Shell Canada limitée	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Lock-out	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2020-02-28	7	2020-11-27	–	–	–
Ville de Candiac	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2020-12-17	4	2020-12-18	2020-12-18	–	–
Autobus Fleur de Lys Division Shawinigan inc.	Première convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2020-11-26	4	2021-02-15 <sup>13</sup>	2021-02-15	–	–

**SOURCE :** Direction générale des relations du travail et de l'évaluation médicale – Secteur du travail (ST)  
**COLLABORATION :** Direction de l'information sur le travail – ST  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2021-03-22

<sup>13</sup> Une grève d'une durée de deux heures s'est tenue le 15 février 2021.



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-16**

**Titre :**

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant un projet de fusion d'organismes relevant du ministre du Travail.

**Exposé et statistiques :**

En 2020-2021, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant un projet de fusion d'organismes relevant du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

**SOURCE :** STRAV

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 2021-03-10



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-17**

**Titre :**

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte du Code du travail pour 2020-2021.

**Exposé et statistiques :**

En 2020-2021, il n'y a pas eu d'études, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant une refonte du Code du travail.

**SOURCE :** STRAV  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2020-03-16



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-18**

**Titre :**

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte de la loi sur les normes du travail. Liste des rencontres et des consultations.

**Exposé et statistiques :**

En 2020-2021, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios, de projections ou de rencontres concernant une refonte de la Loi sur les normes du travail.

**SOURCE :** STRAV  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2021-03-10



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-19**

**Titre :**

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse de congés payés. Liste des rencontres et des consultations.

**Exposé et statistiques :**

En 2020-2021, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant la hausse de congés payés et aucune rencontre ou consultation particulière n'a eu lieu.

**SOURCE :** STRAV

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 2021-03-16





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-20**

**Titre :**

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le harcèlement psychologique et sexuel au travail. Liste des rencontres et des consultations.

**Exposé et statistiques :**

En 2020-2021, dans le cadre de la mise en œuvre de l'action 50 de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021*, soit « Réaliser un portrait du harcèlement sexuel en milieu de travail au Québec et documenter l'usage des recours existants en la matière », la rédaction du rapport est en cours.

**SOURCE :** STRAV

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 2021-03-25



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-21

**Titre :**

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les agences de placement.

**Exposé et statistiques :**

En 2020-2021, il n'y a pas eu d'études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les agences de placement.

Par contre, rappelons qu'en 2019-2020, le dossier du Règlement sur les agences de placement de personnel et les agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires (Règlement) a entraîné la mise en ligne des documents suivants :

- Le projet de Règlement :

[https://www.travail.gouv.qc.ca/a\\_propos/acces\\_a\\_linformation/lois\\_reglements\\_projets\\_de\\_reglement\\_politiques\\_et\\_autres\\_documents\\_normatifs/projet\\_de\\_reglement\\_sur\\_les\\_agences\\_de\\_placement\\_de\\_personnel\\_et\\_les\\_agences\\_de\\_recrutement\\_de\\_travailleurs\\_etrangers\\_temporaires.html](https://www.travail.gouv.qc.ca/a_propos/acces_a_linformation/lois_reglements_projets_de_reglement_politiques_et_autres_documents_normatifs/projet_de_reglement_sur_les_agences_de_placement_de_personnel_et_les_agences_de_recrutement_de_travailleurs_etrangers_temporaires.html)

- L'analyse d'impact réglementaire qui accompagnait le projet de Règlement :

[https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes\\_d\\_impact/AIR\\_agence\\_placement.pdf](https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_agence_placement.pdf)

- La version finale du Règlement, lequel est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

<http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=71523.pdf>

**SOURCE :** STRAV

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 2021-03-16



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-22**

**Titre :**

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse du salaire minimum.

**Exposé et statistiques :**

En 2020-2021, l'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum a été publiée :

[https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes\\_d\\_impact/RevSalMin2021.pdf](https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/RevSalMin2021.pdf)

**SOURCE :** STRAV

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 2021-03-16



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-23**

**Titre :**

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'implantation d'un système permettant de prendre en compte différents paramètres sociaux et économiques dans l'augmentation du salaire minimum.

**Exposé et statistiques :**

Le lien vers l'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum fourni dans le cadre de la question RP-22 prend en compte les différents paramètres sociaux et économiques associés à l'augmentation du salaire minimum.

**SOURCE :** STRAV

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 2020-03-12





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-24**

**Titre :**

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le salaire des cueilleurs de petits fruits.

**Exposé et statistiques :**

En 2020-2021, une analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum a été publiée, laquelle présente les augmentations respectives prévues au 1<sup>er</sup> mai 2021 pour le taux payable aux salariés affectés exclusivement à la cueillette de framboises et pour le taux payable aux salariés affectés exclusivement à la cueillette de fraises :

[https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes\\_d\\_impact/RevSalMin2021.pdf](https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/RevSalMin2021.pdf)

**SOURCE :** STRAV  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2021-03-16



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-26

**Titre :**  
Évolution du nombre de conciliateurs/médiateurs depuis cinq ans, par année financière.

**Évolution du personnel régulier  
ayant le corps d'emploi conciliateur/médiateur<sup>1</sup>**

Conciliateur/médiateur	2020-2021 (au 24 février 2021)
Nombre de conciliateur/médiateur	25

<sup>1</sup>Données extraites du SAGIP à la paie 24 du 25 février 2021 (effectifs en lien d'emploi au 24 février 2021).

À noter qu'aucun employé occasionnel n'était conciliateur/médiateur au 24 février 2021.

**SOURCE :** DGRH - SSGRI  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2021-03-05



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-27

**Titre :**

Évolution du nombre de dossiers traités par un médiateur/conciliateur, depuis cinq ans, par année financière.

**Exposé et statistiques :**

**Nombre de dossiers traités par médiateur-conciliateur pour 2020-2021**

	2020-2021 <sup>1</sup>
<b>Médiateurs-conciliateurs</b>	24
<b>Dossiers traités</b>	661 <sup>2</sup>
<b>Dossiers par médiateur-conciliateur</b>	27,54 <sup>2</sup>

<sup>1</sup> Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 28 février 2021.

<sup>2</sup> Il s'agit d'une donnée préliminaire.

**SOURCE :** Direction de la médiation, de la conciliation et des services en relations du travail – Secteur du travail

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 2021-03-23



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-28

**Titre :**

Depuis décembre 2015, le nombre de dossiers liés à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*.

**Exposé et statistiques :**

En 2020-2021\*, 16 dossiers liés à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* ont fait l'objet d'un suivi :

- 3 avis d'entente
- 13 dossiers en arbitrage
- 0 sentence arbitrale

\* Données pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 28 février 2021.

**SOURCE :** Direction de la médiation, de la conciliation et des services en relations du travail - Secteur du travail

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 2021-04-08





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-29**

**Titre :**

Depuis 10 ans, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer :

- a. la nature ou l'objet du contrat;
- b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autres);
- c. une copie du contrat;
- d. une copie du résultat ;
- e. le coût du contrat.

**Exposé et statistiques :**

Veuillez référer à la réponse de la question 7 des renseignements généraux.

**SOURCE :** STRAV  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2021-03-10



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

### RP-30

#### Titre :

Liste des projets informatiques depuis 10 ans :

- a) évolution des coûts pour chacun des dossiers;
- b) nombre de consultants externes et coûts associés;
- c) indiquer la somme dépensée depuis 10 ans, par année financière (et prévisions pour 2021-2022), pour l'informatique et les technologies de l'information ;
- d) préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du ITQ).

#### Exposé et statistiques :

Pour le secteur du Travail, des travaux ont été effectués sur l'échange de données entre les systèmes « Gestion des relations de travail » et le « Système intégrés de services des tribunaux d'administratifs » suite au retrait du Tribunal administratif du travail du système « Gestion des relations de travail ».

- a) 15 118\$
- b) Aucun consultant
- c) **2020-21** : 15 118 \$
- d) Services professionnels (interne uniquement)

**SOURCE :** Direction générale des ressources informationnelles

**COLLABORATION :** Secrétariat du travail

**VALIDATION :**

**DATE :** 2021-03-15



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-31**

**Titre :**

Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

**Exposé et statistiques :**

En 2020-2021, il n'y a pas eu de rapport, de document ou d'étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

**SOURCE :** STRAV  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2021-03-10



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-32**

**Titre :**

État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

**Exposé et statistiques :**

La Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine du travail afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction est entrée en vigueur en 2018. Elle est donc en vigueur.

**SOURCE :** STRAV  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2021-03-10





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-33**

**Titre :**

Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

**Exposé et statistiques :**

Les dispositions de la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine du travail afin principalement de donner à la suite de certaines recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction sont entrées en vigueur le 20 juin 2018.

Aucune somme particulière n'a été dévolue au cours de l'exercice 2020-2021 au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations.

**SOURCE :** STRAV

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 2021-03-10



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-34**

**Titre :**

Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.

**Exposé et statistiques :**

Voir la réponse à la question RP 35.

**SOURCE :** STRAV  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2021-03-10



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-35**

**Titre :**

État de situation du suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

**Exposé et statistiques :**

État de situation relatif au suivi du rapport du Comité de vigie :

- Recommandation 1 (poursuite d'une activité de vigie) : la Commission de la construction du Québec (CCQ) effectue une vigie continue du Carnet référence construction (CRC) et doit annuellement produire un rapport.
- Recommandations 3, 4 et 5 (les femmes et la discrimination) : le Programme d'accès à l'égalité des femmes dans l'industrie de la construction 2015-2024 (PAEF) est entré en vigueur en 2015 et il semble en avoir eu un impact positif. En effet, la proportion de femmes dans l'industrie à la fin de l'année 2019 est de 2,45 %, comparativement à 1,3 % avant l'entrée en vigueur du PAEF.
- Recommandations 6 et 7 (disponibilité des salariés) : la CCQ peut désormais fournir aux salariés un historique de référence et les employeurs auxquels ils ont été référés. Elle évaluera la possibilité de modifier administrativement les ratios salariés sans emploi / salariés en emploi dans ses listes de référence.
- Recommandation 8 (avis d'embauche et mises à pied; fonctionnalités du CRC) : la CCQ offre le service personnalisé de deuxième ligne aux employeurs pour les demandes multiples. Plusieurs améliorations visant les fonctionnalités du CRC ont déjà été mises en œuvre, notamment l'optimisation des données disponibles au profil professionnel du travailleur, l'ergonomie du CRC, la facilité d'y enregistrer les données et l'optimisation de l'outil pour les titulaires de permis.
- Recommandation 9 (avis d'embauche et mises à pied; comité paritaire d'utilisateurs) : le Forum Service à la clientèle a été mis en place par la CCQ pour toutes discussions visant le CRC et pour traiter les difficultés rencontrées.
- Recommandation 10 (profil professionnel et CV) : La CCQ a procédé à une optimisation du profil professionnel, surtout les volets expériences de travail, employeurs antérieurs, formations suivies et heures effectuées (24 derniers mois).
- Recommandations 14 et 15 (codes d'éthique) : le Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre a informé tous les titulaires de permis de la nécessité de désigner un responsable de l'application de leur code d'éthique.

**SOURCE :** STRAV

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 2021-03-10



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-36**

**Titre :**

Sommes dévolues au suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, et à la mise en place des recommandations.

**Exposé et statistiques :**

Aucune somme particulière n'a été dévolue au cours de l'exercice 2020-2021.

**SOURCE :** STRAV  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2021-03-10





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-38**

### **Titre :**

Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

### **Exposé et statistiques :**

En 2020-2021, aucune mesure ou somme n'ont été engagées par le Secteur du travail (STRAV) du ministère du Travail, de l'emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) pour prévenir et lutter spécifiquement contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

Aussi, soulignons que :

- Le MTESS est partenaire de la mise en œuvre de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* (Ci-après la Stratégie).
- Dans cette stratégie, le MTESS est responsable de l'action 50 et agit en collaboration, avec les autres ministères partenaires, à la réalisation des actions 1, 25 et 55 :
  - Action 50 : Réaliser un portrait du harcèlement sexuel en milieu de travail au Québec et documenter l'usage des recours existants en la matière.
  - Action 1 : Réaliser des campagnes de sensibilisation aux violences sexuelles;
  - Action 25 : Produire et diffuser un répertoire des ressources communautaires et publiques pouvant s'adresser aux personnes prostituées qui souhaitent sortir du milieu prostitutionnel;
  - Action 55 : Tenir deux événements d'échanges et de transfert d'expertise sur les violences sexuelles regroupant des intervenantes et intervenants de différents milieux.
- Le Secrétariat à la condition féminine assure la coordination de la Stratégie.
- Les actions qui découlent de la Stratégie sont déployées au bénéfice de l'ensemble de la population du Québec, y compris les Premières Nations et les Inuits.
- Afin d'apporter des réponses concrètes et mieux adaptées aux réalités en milieu autochtone, le gouvernement préconise une intervention distincte qui prend en considération les particularités et les différences, notamment culturelles et sociologiques, propres aux Premières Nations et aux Inuits.

**SOURCE :** STRAV

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 2021-03-03



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-39**

**Titre :**

Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans l'ensemble des milieux de travail.

**Exposé et statistiques :**

En 2020-2021, la mise en œuvre de l'action 50 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021, soit « Réaliser un portrait du harcèlement sexuel en milieu de travail au Québec et documenter l'usage des recours existants en la matière » a été poursuivie. La rédaction du rapport est en cours.

Au 31 mars 2021, aucune somme n'a été engagée par le Secteur du travail pour réaliser ces actions.

**SOURCE :** STRAV

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 2021-03-03



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-40**

**Titre :**

Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes (ADS) pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si votre ministère a produit une ADS. Indiquer également, le cas échéant, les sommes et les ETC dédiés pour la production de cette ADS.

**Exposé et statistiques :**

L'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum présente certains renseignements selon les sexes :

[https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes\\_d\\_impact/RevSalMin2021.pdf](https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/RevSalMin2021.pdf)

Par exemple, elle prend en compte le nombre de femmes qui bénéficieront d'une hausse du salaire minimum, soit 164 700, ce qui correspond à 57 % de l'ensemble des salariés directement touchés par la hausse du 1<sup>er</sup> mai 2021, soit 287 100.

Ces salariés bénéficieront d'une augmentation de 1,24 point de pourcentage de leur pouvoir d'achat, ce qui se traduira par une augmentation annuelle de leur revenu disponible variant entre 263 \$ et 549 \$, selon le nombre d'heures travaillées et le type de famille économique.

**SOURCE :** STRAV

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 2020-06-12



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-41**

**Titre :**

État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

**Exposé et statistiques :**

Voir la réponse transmise à la question RP-32.

**SOURCE :** STRAV  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2021-03-10





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-42**

**Titre :**

Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquez si le SCF a suggéré aux autres ministères et organismes impliqués dans le comité de produire une ADS. Indiquer également, le cas échéant, les sommes et les ETC dédiés pour la production de cette ADS.

**Exposé et statistiques :**

Il n'a pas été suggéré par le Secrétariat à la Condition féminine de produire une analyse différenciée selon les sexes pour décider de l'évolution du salaire minimum.

L'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum présente certains renseignements selon les sexes.

[https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes\\_d\\_impact/RevSalMin2021.pdf](https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/RevSalMin2021.pdf)

Par exemple, elle prend en compte le nombre de femmes qui bénéficieront d'une hausse du salaire minimum, soit 164 700, ce qui correspond à 57 % de l'ensemble des salariés directement touchés par la hausse du 1<sup>er</sup> mai 2021, soit 287 100.

Ces salariés bénéficieront d'une augmentation de 1,24 point de pourcentage de leur pouvoir d'achat, ce qui se traduira par une augmentation annuelle de leur revenu disponible variant entre 263 \$ et 549 \$, selon le nombre d'heures travaillées et le type de famille économique.

**SOURCE :** STRAV

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 2021-03-10



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-43**

**Titre :**

Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations.

**Exposé et statistiques :**

Voir la réponse fournie à la question RP-33.

**SOURCE :** STRAV  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2021-03-10



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-44**

**Titre :**

Sommes dévolues au suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations.

**Exposé et statistiques :**

Voir la réponse fournie à la question RP-36.

**SOURCE :** STRAV  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2021-03-10



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-45**

**Titre :**

État d'avancement concernant des modifications législatives pour encadrer le travail bénévole dans le secteur de la construction

**Exposé et statistiques :**

Le Règlement sur les travaux bénévoles de construction est entré en vigueur le 23 novembre 2017. Il est donc en vigueur.

**SOURCE :** STRAV  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2021-03-10





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-46**

**Titre :**

Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre depuis cinq ans, par année financière, en indiquant l'état des travaux en cours.

**Exposé et statistiques :**

Les avis produits par le Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) appartiennent au ministre. Aussi longtemps que celui-ci ne donne pas son accord, les avis restent confidentiels.

**2020-2021**

**Avis demandés**

- Avis concernant la nomination à la vice-présidence qualité et cohérence du Tribunal administratif du travail  
(Avis demandé le 29 juin 2020 et transmis le 3 juillet 2020)
- Avis sur le télétravail  
(Avis demandé le 3 septembre 2020 et transmis le 14 octobre 2020)
- Avis concernant les disparités de traitement en fonction de la date d'embauche en matière de régimes de retraite et d'avantages sociaux  
(Avis demandé le 16 septembre 2019, en cours)

**SOURCE :** Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:**

**DATE :** 2020-03-10



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-47**

**Titre :**

Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM au cours des cinq dernières années et de celle en cours.

**Exposé et statistiques :**

Les avis produits par le Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) appartiennent au ministre. Aussi longtemps que celui-ci ne donne pas son accord, les avis restent confidentiels.

**2020-2021**

**Aucun avis**

**SOURCE :** Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:**  
**DATE :** 2021-03-10



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-48**

**Titre :**

Liste et copie des avis réalisés par le CCTM au cours des cinq dernières années en lien avec la modernisation du régime de santé et de sécurité du travail.

**Exposé et statistiques :**

Les avis produits par le Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) appartiennent au ministre. Aussi longtemps que celui-ci ne donne pas son accord, les avis restent confidentiels.

Le CCTM n'a produit aucun avis sur cette question en 2020-2021.

**SOURCE :** Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:**  
**DATE :** 2021-03-31



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-49**

**Titre :**

Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de griefs, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des cinq dernières années. Fournir l'objet de la plainte.

**Exposé et statistiques :**

**2020-2021**

Plaintes traitées : 1

Décisions rendues : 0

Cas en délibéré : 1

**La plainte traitée avait pour objet : délai (pour rendre une décision)**

**SOURCE :** Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:**

**DATE :** 2021-03-10





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-50**

**Titre :**

Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis cinq ans. Fournir une ventilation par région et les renseignements suivants :

- a) nom et l'adresse de l'entreprise ;
- b) date de l'avis ou de la fermeture ;
- c) type ou le secteur d'activité de l'entreprise;
- d) nombre total d'employés de l'entreprise;
- e) nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
- f) motifs du licenciement.

**Exposé et statistiques :**

Veuillez vous référer à la question 87 du volet Emploi et Solidarité sociale

**SOURCE :** STRAV  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:**  
**DATE :** 2021-03-10



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-51

**Titre :**  
Liste des dépenses de fonctionnement par année depuis 10 ans.

**Exposé et statistiques :**  
  
**Liste des dépenses de fonctionnement du BEM pour 2020 (année civile)**  
  

Catégories de dépenses	Dépenses 2020
Services de transport, de communication et autres postes	41 634,00 \$
Services professionnels et auxiliaires	1 005 109,00 \$
Location de meubles	3 847,00 \$
Location de biens immeubles	446 593,00 \$
Fournitures et équipements	105 645,00 \$
Investissement	11 881,00 \$
<b>Total</b>	<b>1 614 709,00 \$</b>

**SOURCE :** Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail  
**COLLABORATION :** Service des Budgets d'Administration et du Coût de revient – Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2021-03-18



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-52**

**Titre :**

Liste des bureaux régionaux et effectifs étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Évolution depuis cinq ans et prévisions pour 2021-2022.

**Exposé et statistiques :**

Le Bureau d'évaluation médicale (BEM) n'a pas de bureaux régionaux.

Le BEM dispose de 2 bureaux avec personnel administratif et salles d'examen, dont un à Montréal et l'autre à Québec.

**SOURCE :** Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2021-03-16



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-53

**Titre :**  
Nombre de dossiers au BEM et évolution des délais de traitement au cours des cinq dernières années.

**Exposé et statistiques :**

**Nombre d'avis produits au BEM en 2020**

Année civile	Nombre de dossiers
2020	7 213

Il est à noter que les bureaux du BEM ont été fermés du 13 mars à la mi-juin 2020.

**Délais de traitement moyens en 2020**

Année civile	Délai moyen d'évaluation (jours)	Délai légal moyen (jours)	Délai opérationnel moyen (jours)
2020	124,7	15,7	140,4

Source : DBEM0309

**SOURCE :** Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2021-03-16





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-54**

**Titre :**

Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant depuis cinq ans, par année financière.

**Exposé et statistiques :**

Le Bureau d'évaluation médicale (BEM) ne compile aucune statistique au regard du nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant.

**SOURCE :** Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2021-03-16



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-55

**Titre :**

Nombre d'avis demandés par la CNESST et nombre d'avis demandés par les employeurs depuis cinq ans, par année financière.

**Exposé et statistiques :**

**Nombre de demandes reçues (avis demandés) au Bureau d'évaluation médicale (BEM), selon l'origine de la demande :**

Année Financière	CNESST	Employeur	Demandes conjointes CNESST et Employeur	Total
2020-2021	2262	7735	0	9997
	22,63%	77,37%	0,00%	100,00%

Source: DBEM0309

Données du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 28 février 2021

Il est à noter que le BEM a été fermé du 13 mars à la mi-juin en raison de la pandémie.

**SOURCE :**

Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :**

2021-03-22



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-56

**Titre :**

Liste des médecins du BEM approuvée selon l'article 216 de la *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles* depuis cinq ans, par année financière. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité.

**Exposé et statistiques :**

Le BEM ne dispose pas des données concernant les honoraires versés par médecin et par spécialité.

Spécialités	2020-2021
Anesthésiologie	aucun
Chirurgie générale	Gosselin, Michel
Chirurgie orthopédique	Beaumont, Pierre
	Boubez, Ghassan
	Carbery, Michael
	Cloutier, Réjean
	Cloutier, Frédéric-Charles
	Daoud, Hany
	Dehnade, Faramarze
	Desloges, Danielle
	Duchesne, Robert
	Dufour, Marcel
	Fallaha, Michel
	Fournier, Karl
	Fraser, Myriam
	Gagnon, Sylvain
	Godbout, Véronique
	Grave Magalhaes, Marc-André
	Greenfield, Garry
	Isler, Marc
	Jodoin, Alain
	Labelle, Hubert
	Lemire, Luc
	Mac, Thien Vu
	Michaud, Guillaume
	Nault, Théodore
	Nguyen, Hai
	Nguyen, Jimmy Hai Triêu
	Perron, Odette
	Schlader, Eric
	Sepehr-Arae, Arash
	Valériote, Josée
	Wiltshire, David G.
Chirurgie plastique	Léveillé, André
	Mok, David
	Pépin, Marie-Ève
	Tremblay, Dominique

Source :DBEM0309

Données en date du 28 février 2021

Spécialités	2020-2021
Dentisterie	Giguère, Michel
	Schwartz, Melvin
Dermatologie	Moreau, Linda
Médecine de famille	Dalcourt, Jean-Pierre
	Drouin, Denis
	Laberge, Janick
Médecine interne	Coiteux, Isabelle
	Laurier, Michel
Médecine physique et réadaptation	Bazinet, Brigitte
	Parent, René
	Tinawi, Simon
Neurochirurgie	Al-Atassi, Borhan
	Bouvier, Guy
	Demers, Jacques
	Godoy Pimenta, Newton Jose
	Malak, Ramez
	McLelland, Hans
	Michaud, Yzabel
	Moumdjian, Robert A.
	Séguin, Mario
	Shedid, Daniel
	Vieira Neto, Leonardo
	Weil, Alexander
	Yuh, Sung-Joo
Neurologie	Bérubé, Arline
	Bourgeau, Pierre
	Masson, Hélène
Ophtalmologie	Lafond, Gilles-P.
	Mathieu-Millaire, Francine
	Robert, Marie-Claude
ORL et chirurgie cervico-faciale	Abboud, Samir
	Rahal, Akram
Pneumologie	Saad, Nathalie
Psychiatrie	Benmira, Sara
	Calouche, Sonia
	Montreuil, Jean-François
	Primeau, François
Rhumatologie	aucun
Urologie	Dessureault, Jean

**SOURCE :** Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail  
**DATE :** 2021-03-16



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-57

**Titre :**  
Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM depuis cinq ans, par année financière.

**Exposé et statistiques :**  
  
Nombre d'avis produits par les membres du BEM, suite à une évaluation du travailleur, entre le 1<sup>er</sup> avril 2020 et le 28 février 2021

Spécialités	Membres 2020-2021	Nb d'avis	Spécialités	Membres 2020-2021	Nb d'avis
Chirurgie générale	Gosselin, Michel	16	Dentisterie	Giguère, Michel	6
Chirurgie orthopédique	Beaumont, Pierre	105		Schwartz, Melvin	1
	Boubez, Ghassan	40	Dermatologie	Moreau, Linda	1
	Carbery, Michael	9	Médecine de famille	Dalcourt, Jean-Pierre	5
	Cloutier, Réjean	250		Drouin, Denis	49
	Cloutier, Frédéric-Charles			Laberge, Janick	56
	Daoud, Hany	388	Médecine interne	Coiteux, Isabelle	4
	Dehnade, Faramarze	50		Laurier, Michel	6
	Desloges, Danielle	279	Médecine physique et réadaptation	Bazinet, Brigitte	218
	Duchesne, Robert	140		Parent, René	
	Dufour, Marcel	377		Tinawi, Simon	9
	Fallaha, Michel	289	Neurochirurgie	Al-Atassi, Borhan	60
	Fournier, Karl	243		Bouvier, Guy	
	Fraser, Myriam	12		Demers, Jacques	277
	Gagnon, Sylvain	71		Godoy Pimenta, Newton Jose	4
	Godbout, Véronique	26		Malak, Ramez	146
	Grondin, Philippe Paul	2		McLelland, Hans	59
	Magalhaes Grave, Marc-André	41		Michaud, Yzabel	94
	Greenfield, Garry	242		Moumdjian, Robert A.	229
	Isler, Marc			Séguin, Mario	12
	Jodoin, Alain	234		Shedid, Daniel	392
	Labelle, Hubert	214		Vieira Neto, Leonardo	6
	Lemire, Luc	64		Weil, Alexander	1
	Mac, Thien Vu	148		Yuh, Sung-Joo	112
	Michaud, Guillaume	66	Neurologie	Bérubé, Arline	32
	Nault, Théodore	302		Bourgeau, Pierre	
	Nguyen, Hai	7		Masson, Hélène	16
	Nguyen, Jimmy Hai Triêu		Ophthalmologie	Lafond, Gilles-P.	4
	Perron, Odette	223		Mathieu-Millaire, Francine	9
	Schlader, Eric	2		Robert, Marie-Claude	
	Sepehr-Arae, Arash	414	ORL et chirurgie cervico-faciale	Abboud, Samir	32
	Valériote, Josée	15		Rahal, Akram	15
	Wiltshire, David G.	133	Pneumologie	Saad, Nathalie	9
Chirurgie plastique	Léveillé, André	211	Psychiatrie	Bemmira, Sara	4
	Mok, David	1		Calouche, Sonia	2
	Pépin, Marie-Ève	9		Montreuil, Jean-François	9
	Tremblay, Dominique	18		Primeau, François	21
			Urologie	Dessureault, Jean	2

Source :DBEM0309  
Données en date du 28 février 2021

Il est à noter que le BEM a été fermé du 13 mars à la mi-juin 2020 en raison de la pandémie. Durant cette période, il n'y a eu aucune rencontre d'évaluation.

**SOURCE :** Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2021-03-16





# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-58**

**Titre :**

Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM depuis cinq ans, par année financière et les prévisions pour 2021-2022.

**Exposé et statistiques :**

**Ventilation des coûts de fonctionnement – 2020 (année civile)**

Dépenses de fonctionnement	2020
Services de transport et de communication et autres postes	41 634,00 \$
Services professionnels et auxiliaires	1 005 109,00 \$
Location de meubles	3 847,00 \$
Location de biens immeubles	446 593,00 \$
Fournitures et équipements	105 645,00 \$
Investissement	11 881,00 \$
<b>Total</b>	<b>1 614 709,00 \$</b>

**SOURCE :**

Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail

**COLLABORATION :**

Service des Budgets d'Administration et du Coût de revient – Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

**VALIDATION :**

**DATE :**

2021-03-18



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-59

**Titre :**  
Répartition de l'effectif selon la spécialité et heures travaillées depuis cinq ans, par année financière; fournir les prévisions pour 2021-2022.

**Exposé et statistiques :**

La direction du Bureau d'évaluation médicale (BEM) ne comptabilise pas les heures travaillées par les membres. Le BEM répond aux demandes d'avis transmises par la CNESST.

Nombre de membres par spécialité

Spécialités	2020-2021
Anesthésiologie	0
Chirurgie générale	1
Chirurgie orthopédique	31
Chirurgie plastique	4
Dentisterie	2
Dermatologie	1
Médecine de famille	3
Médecine interne	2
Médecine physique et réadaptation	3
Neurochirurgie	13
Neurologie	3
Ophtalmologie	3
ORL et chirurgie cervico-faciale	2
Pneumologie	1
Psychiatrie	4
Rhumatologie	0
Urologie	1
<b>Total</b>	<b>74</b>

Source : DBEM0309  
Données en date du 28 février 2021

**SOURCE :** Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2021-03-16



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-60**

**Titre :**  
Nombre d'avis demandés sans divergence d'opinions (contestation) par la CNESST, depuis cinq ans, par année financière.

**Exposé et statistiques :**

Année financière	Nombre de demandes de la CNESST pour obtenir un avis sans contestation
2020-2021	404

Source :DBEM0309

\* Les données sont du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 28 février 2021.

**SOURCE :** Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2021-03-16

